

# LE DEVOIR

PERSPECTIVES

## Vendeuse de permis?

Hydro échange-t-elle le Suroît contre la dette de GE à SM-3?

Le président d'Hydro-Québec, André Caillé, confirmait avant-hier qu'il songeait à céder le Suroît à General Electric (GE), le fournisseur de la turbine à gaz de cette centrale. Il se pourrait bien que cette négociation, tenue secrète jusqu'à hier, cache l'amorce d'un important règlement hors cour en ce qui concerne les pertes encourues à cause du mauvais fonctionnement des turbines de GE à la centrale de Sainte-Marguerite 3, sur la Côte-Nord.



Louis-Gilles Francœur

Hydro ne peut pas vendre la centrale du Suroît à General Electric (GE) parce qu'elle n'existe pas. Pas encore, du moins. Tout ce qu'Hydro-Québec peut céder ou vendre à ce stade-ci, c'est le certificat d'autorisation que devra lui émettre le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, à la suite du feu vert accordé par le conseil des ministres.

Il y a quelques années, le conseil consultatif d'Hydro-Québec avait accusé la société d'Etat de blanchir des mégawatts provenant des centrales thermiques américaines, achetées la nuit et revendus le jour sous l'étiquette d'énergie verte. Faudra-t-il maintenant ajouter aux nouveaux marchés d'Hydro-Québec celui de courtier en permis? La question ne relève pas de la boutade et porte à conséquence, notamment pour le ministre de l'Environnement.

**Le public doit prendre la véritable mesure de la gestion des réserves nationales d'électricité**

En levant le voile sur ces négociations, le président d'Hydro-Québec a insisté sur sa préférence, c'est-à-dire «garder toutes les options ouvertes» dans le dossier du Suroît, dont le public croyait connaître les véritables paramètres. Il serait surprenant que le président d'Hydro-Québec

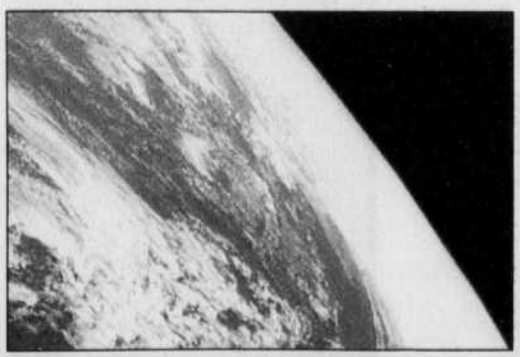
cherche seulement à obtenir un prix plus avantageux de GE sous prétexte que la nouvelle turbine, si performante, n'a pas encore prouvé son efficacité, ce qu'il n'avait pas dit en annonçant l'achat de cette merveille, il y a deux semaines. Il faudrait être obtus pour ne pas voir qu'Hydro-Québec se retrouve en position

VOIR PAGE A 10: HYDRO

SCIENCES

## Deux degrés de plus et des milliers d'espèces en moins

À lire en page B 6



INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	A 8
Avis publics.....	C 8	Mots croisés.....	C 9
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 9
Carrières.....	C 6	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 7	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 4	Société.....	B 6
Éditorial.....	B 4	Sports.....	C 10

Sondage Léger Marketing - Le Devoir - CKAC - The Globe and Mail

## Le Bloc chauffe les libéraux

Les élections se joueront sur le troisième parti

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Oubliez l'effondrement du Bloc québécois ou le raz-de-marée Paul Martin. Si des élections fédérales avaient eu lieu la semaine dernière, la lutte au Québec aurait été à ce point serrée entre bloquistes et libéraux qu'il est difficile de dire qui en serait sorti gagnant. Chose certaine, dans la province, le nouveau

Parti conservateur du Canada jouera le rôle du joker: de sa performance dépendra lequel, du Parti libéral ou du Bloc québécois, récoltera le plus de sièges.

Selon le sondage Léger Marketing fait la semaine dernière pour le compte du Devoir, du Globe and Mail et de CKAC, libéraux et bloquistes se livrent une chaude lutte au Québec: le PLC de Paul Martin

VOIR PAGE A 10: BLOC

■ Le PQ, premier au Québec, à lire en page A 3

	INTENTIONS DE VOTE		
	Total	Francophones	Non-francophones
PLC	47 %	40 %	75 %
BQ	36 %	42 %	13 %
NPD	8 %	8 %	7 %
PCC	6 %	7 %	3 %
Autres	3 %	4 %	3 %

## Huissiers en liesse



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le malheur des uns fait le bonheur des autres.

## Tchik-a-tchik!

Le haut niveau d'endettement des Québécois fait saliver les huissiers

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

D'avantage de joie? De bonheur? D'amour? Moins de tabac? Ou encore des visites plus fréquentes au centre sportif? Pour l'année 2004, qui poursuit froidement sa course depuis trois semaines, Carl Lortie ne veut rien de tout ça. «Cette année, avec mes amis, nous ne nous sommes souhaité qu'une seule chose: une hausse des taux d'intérêt», dit-il en rigolant.

Cette demande, lancée à la blague aux esprits du monde économique à l'aube de la nouvelle année, a une sonorité plutôt étrange. Surtout aux oreilles des titulaires de cartes de crédit surchargées et autres heureux détenteurs d'un prêt personnel ou hypothécaire. Mais pour ce huissier de justice, affable et à l'humour grinçant, elle fleurit bon la prospérité. Pour lui et son bureau, situé dans le Vieux-Montréal, à quelques encablures du palais de justice.

«En ce moment, l'activité est plus tranquille que par

le passé», poursuit cet homme dont le costume sombre masque difficilement un côté espiègle et bon vivant. «La raison est simple: le recours à un huissier est à la baisse car les taux d'intérêt sont bas et parce que les gens ne manquent pas de travail. Cela leur permet de composer facilement avec leur endettement.»

«Avec une hausse de 3 % des taux d'intérêt, on achète l'immeuble et on aménage un autre étage!»

«Mais si la situation devait se détériorer et les taux d'intérêt grimper, l'impact sur les procédures serait épouvantable», ajoute son collègue, Luc Saulnier.

Épouvantable et hautement lucratif pour ces porteurs de lettres recommandées qui sillonnent la métropole depuis 1981 pour réveiller les mauvais payeurs. Témoins privilégiés de l'endettement des ménages — vu d'un côté sombre, que les campagnes publicitaires omettent d'aborder —, MM. Lortie et Saulnier, au cours de leur carrière, ont croisé beaucoup de ces oiseaux qui succombent facilement à l'appel de la consommation... ou du cinéma maison à tempérament pour accompagner le lecteur

VOIR PAGE A 10: HUISSIERS

## La triste histoire d'une vie menée dans le secret

La chirurgienne de Sainte-Justine se distinguait par son extrême prudence

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Certains la jugeaient d'une minutie obsessionnelle, d'autres, d'une infinie compétence. Chose certaine, son perfectionnisme ne laissait personne indifférent et faisait même grincer des dents à l'occasion. Aujourd'hui, tous ses proches collègues comprennent pourquoi.

La divulgation par plusieurs médias hier de l'identité de Maria Di Lorenzo, cette chirurgienne séropositive qui, sans que la haute administration de l'hôpital Sainte-Justine ne soit informée de son état de santé, a opéré 2614 enfants entre 1990 et juin 2003, a causé une onde de choc parmi les médecins et le personnel de la santé de l'hôpital Sainte-Justine qui l'ont connue.

Compte tenu du tollé soulevé dans l'opinion publique par le choix de la chirurgienne de cacher sa séroposativité et de continuer sa pratique, Le Devoir a cru bon, maintenant que son identité a été dévoilée, de faire la lumière sur la façon dont elle pratiquait son métier et les gestes qu'elle acceptait ou refusait de faire pour protéger ses patients.

Chose certaine, le secret aura été gardé jusqu'à la fin. Maria Di Lorenzo était considérée par son entourage

«Son perfectionnisme dérangeait même certaines personnes. On peut la comprendre aujourd'hui.»

VOIR PAGE A 10: CHIRURGIENNE

■ Autres informations en page A 6  
■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon en page B 4

PERSPECTIVES

## La politique étrangère en sabbatique

À lire en page B 1



Un nouveau cahier **Alternatives**, un mensuel d'information internationale, nationale et culturelle encarté dans le journal *Le Devoir* le dernier mercredi du mois.

LE PROCHAIN CAHIER :  
LE MERCREDI 28 JANVIER 2004

alternatives  
LE JOURNAL

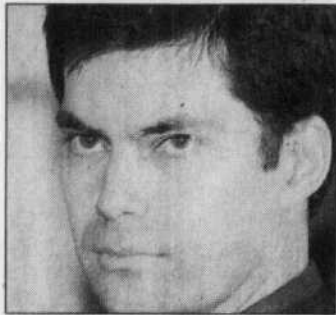
**Alternatives** est une organisation non gouvernementale qui agit sur les terrains de la solidarité, de la justice et de l'équité dans les relations entre les individus et les communautés.

## • LES ACTUALITÉS •

SONDAGE LÉGER MARKETING-LE DEVOIR-CKAC-THE GLOBE AND MAIL

## Les électeurs aiment Dumont mais refusent de voter pour son parti

TOMMY CHOUINARD  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC



JACQUES NADEAU, ARCHIVES LE DEVOIR  
Mario Dumont

Plus de six Québécois sur dix souhaitent que Mario Dumont demeure chef de l'Action démocratique du Québec, mais ils ne sont pas prêts à voter en faveur de son parti pour autant.

C'est ce que démontre le sondage Léger Marketing-Le Devoir-CKAC-The Globe and Mail, réalisé auprès de 1000 répondants entre le 14 et le 18 janvier.

Ainsi, 62 % des Québécois veulent que Mario Dumont reste à la tête de son parti. Seulement 10 % souhaitent que le chef adéquate quitte temporairement la vie politique et 18 % estiment qu'il devrait se joindre à un autre parti. Neuf pour cent des personnes interrogées se sont abstenues de répondre.

Or, selon le même sondage, le parti de Mario Dumont ne recueille que 16 % des intentions de vote après répartition des indécis. Lors des élections du 14 avril, son parti avait récolté 18 % des suffrages.

«On aime l'individu, mais on ne veut pas voter pour lui. Le problème, c'est que l'ADQ a été assez absente du débat politique. Mario Dumont est toujours un politicien apprécié, mais les Québécois n'ont pas encore trouvé la raison de voter pour lui», explique le sondeur Jean-Marc Léger.

Les adéquistes accordent un vote de confiance de 93 % à leur chef. La moitié des libéraux croient que Mario Dumont doit continuer à diriger son parti, alors que 25 % d'entre eux estiment

qu'il devrait changer de formation politique. Si 15 % des libéraux n'ont pas voulu répondre, seuls 9 % d'entre eux croient que M. Dumont devrait temporairement faire une croix sur la politique.

Chez les péquistes, 62 % apprécient Mario Dumont comme chef de l'ADQ, 20 % l'invitent à passer à un autre camp et 13 % veulent le voir abandonner la politique de façon temporaire.

Mario Dumont et son parti ont de la difficulté à se remettre de la déconfiture subie le 14 avril. Après avoir caracolé en tête des sondages à l'été et à l'automne 2002, l'ADQ est en perte de vitesse. Le temps de parole limité qui lui est accordé à l'Assemblée nationale n'est pas étranger à cette situation. Le parti de Mario Dumont s'affaire présentement à revoir son programme et à définir une position constitutionnelle cohérente. Un recentrage s'amorce à l'ADQ, alors que ses positions de droite — taux d'imposition unique, bons d'éducation et de garde, par exemple — ont été sévèrement critiquées.

## Les Québécois s'opposent au dégel des droits de scolarité

TOMMY CHOUINARD  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC

Le gouvernement Charest serait bien avisé de maintenir le gel des droits de scolarité, puisque les étudiants bénéficient d'un appui certain. Cinquante-sept pour cent des Québécois sont en effet favorables au statu quo, contrairement à 35 % qui préconisent l'indexation des frais au coût de la vie, démontre un sondage Léger Marketing-Le Devoir-CKAC-The Globe and Mail.

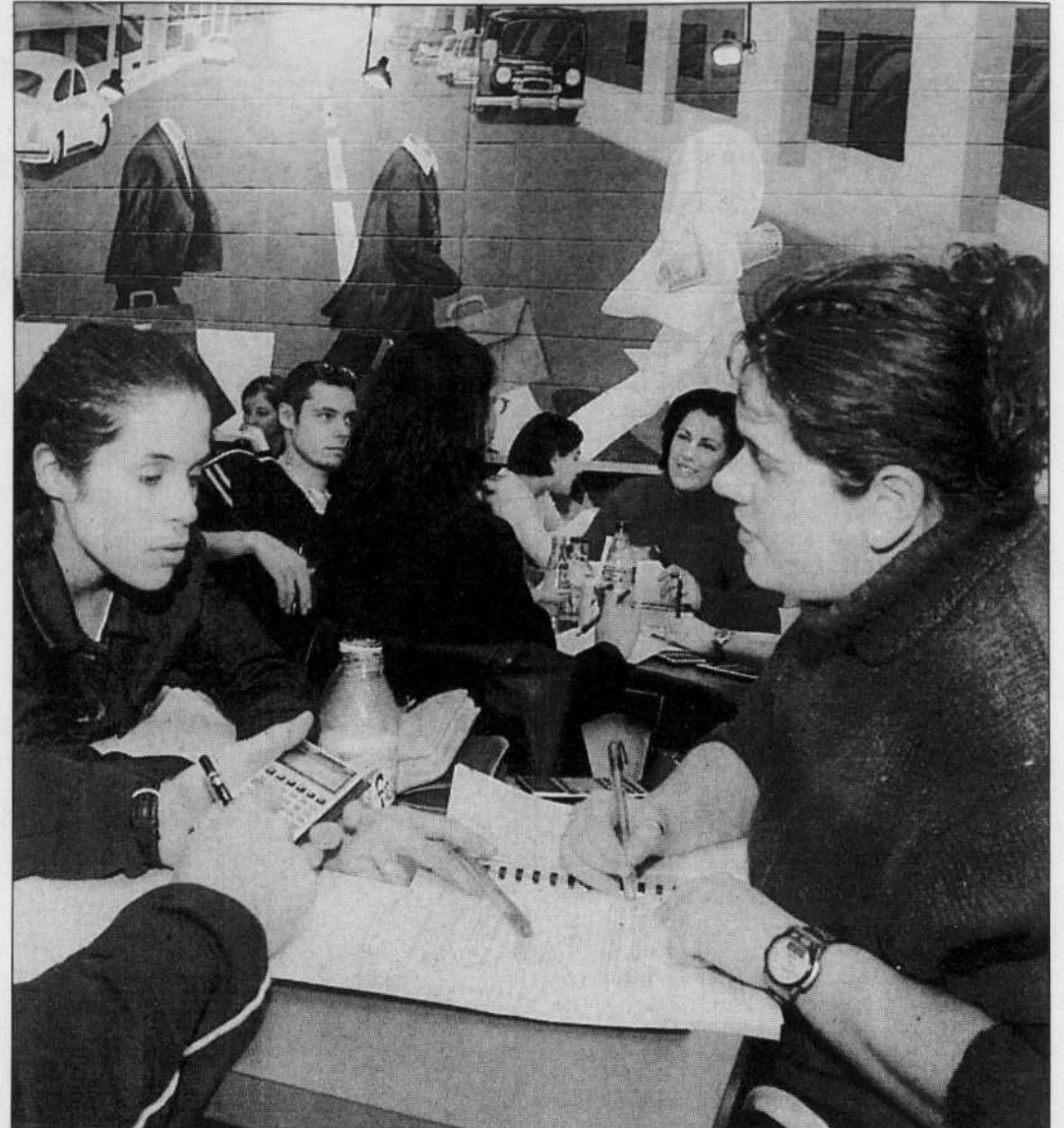
Cette statistique tombe à moins d'un mois du début de la commission parlementaire qui examinera le financement, l'accessibilité et la qualité des études postsecondaires.

Sans grande surprise, 78 % des étudiants souhaitent le maintien du gel des droits de scolarité, contre 18 % qui optent pour l'indexation. Le gel recueille l'appui de 66 % des 18-24 ans, 69 % des 25-34 ans, 60 % des 35-44 ans et 63 % des 45-54 ans.

«Les jeunes et les parents des jeunes ne veulent pas que le gouvernement touche à ça. Le gouvernement n'a pas beaucoup de latitude», note le sondeur Jean-Marc Léger. Seuls les Québécois âgés de 55 ans et plus favorisent l'indexation des droits au coût de la vie, dans une proportion de 46 %.

Peu importe leur allégeance politique, les Québécois appuient un maintien du gel des droits de scolarité: 49 % des libéraux, 60 % des péquistes et 62 % des adéquistes rejettent tout dégel. Huit pour cent des personnes interrogées ont refusé de répondre.

Le débat sur les droits de scolarité imposés aux étudiants des universités a cours depuis que ces droits ont été gelés en 1994. La Fédération étudiante universitaire du Québec plaide en faveur du maintien de ce gel. L'Institut économique de Montréal a publié cette semaine une note économique



JACQUES NADEAU, ARCHIVES LE DEVOIR

qui préconise le dégel et nie une relation directe entre l'accessibilité et la facture des études.

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, réitère quant à lui son engagement électoral de maintenir

les droits de scolarité au niveau de 1994 pour la durée du mandat. Or un document de travail du Conseil du trésor concernant la «réingénierie» de l'État, dévoilé par Le Devoir l'automne dernier, énonce le main-

tien du gel pour la première année du mandat seulement.

Le Québec impose les droits de scolarité les moins élevés au Canada, c'est-à-dire moins de 2000 \$ par année au premier cycle.

*Papeterie*  
**Casse - Noisette**


*Confident de l'action présente, support des projets futurs, sauvegarde de la mémoire et rappel du passé, voilà tout ce que représente un agenda.*

Nous tenons en inventaire **L'AGENDA MODERNE**, agenda **MIGNON**, *Exacompta*, etc.

Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos, albums de photos en cuir d'Italie

**SOLDE ANNUEL**  
**20% SUR TOUTE LA MARCHANDISE DU 10 AU 25 JANVIER**  
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 845-1980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30


  
**Chambre de commerce du Montréal métropolitain**  
Board of Trade of Metropolitan Montreal

**Perspectives Médias**

Raymond Chabot  
Grant Thornton  
LA FORCE DU CONSEIL

**>> Jeudi 12 février 2004**  
7 h 30 à 9 h

**InterContinental Montréal**  
360, rue Saint-Antoine Ouest

  
**Bernard Descoteaux**  
Directeur, Le Devoir

**>Montréal en concurrence avec elle-même**

**>Réservations**  
par télécopieur  
(514) 871-5971


**>En ligne**  
www.ccmq.ca/activites



**>Renseignements**  
(514) 871-4000, poste 4001

**>>Billet(s)**  
Membres : 31 \$  
Non-membres : 45 \$

**>>Table(s) de 10**  
Membres : 279 \$  
Non-membres : 450 \$

**Taxes en sus**

Présenté par : 

En association avec :  

## Jérôme-Forget vante les partenariats public-privé

PRESSE CANADIENNE

Québec — Les partenariats public-privé ne sont pas réservés qu'aux travaux routiers et vont se multiplier dans toutes les sphères d'activités, a indiqué hier la présidente du Conseil du trésor du Québec, Monique Jérôme-Forget.

«On n'a qu'à penser aux établissements de santé et aux aqueducs, pour ne nommer que ceux-là», a dit Mme Jérôme-Forget dans une allocution devant les membres de l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec réunis en congrès à Québec.

«Nous voulons miser sur une expertise qui nous permettra de conclure davantage de partenariats fructueux, et ce, dans plusieurs domaines», a fait valoir la grande argentière de l'État.

Mme Jérôme-Forget pense notamment à l'immobilier où les besoins en construction, en réparation, en entretien et en exploitation sont nombreux. Les pénitenciers, les établissements d'enseignement ou de santé, les édifices administratifs et culturels, dont les bibliothèques et les salles de spectacle, figurent ainsi parmi les occasions d'affaires qui s'ouvriront au secteur privé.

Le gouvernement veut offrir à des partenaires privés «des tâches qui pourraient aller au-delà de la construction ou de la réfection.»

«Les partenariats ont évolué au fil des décennies pour faire place à une véritable formule où les deux parties partagent davantage les responsabilités liées à la prestation de services, où elles sont de véritables associés», a-t-elle expliqué.

L'État ne se dégage pas pour autant de ses obligations, a-t-elle poursuivi, puisqu'il va conserver la mainmise sur la qualité, la continuité du service de même que la responsabilité de rendre compte aux citoyens.

Par conséquent, ce ne sont pas nécessairement les plus bas soumissionnaires qui remporteront la mise, a-t-elle prévenu.

«Le gouvernement ne fera pas affaires avec n'importe quel partenaire privé qui lui propose une solution, mais avec celui qui, parmi une gamme de concurrents, lui offrira la meilleure solution.»

## L'eau dans tous ses états :

besoin, bien commun ou business ?

Conférence scientifique grand public organisée par l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM dans le cadre de l'Année internationale de l'eau douce

Le jeudi 29 janvier 2004, de 19 h 30 à 22 h  
UQAM, Pavillon J.-A.-DeSève, DS-R510  
320, rue Sainte-Catherine Est, Montréal  
Entrée libre

Comment penser, sans naïveté ni manichéisme, les stratégies collectives de préservation, d'approvisionnement, de gestion et de partage de l'eau, qui sont à la fois respectueuses de la santé des populations, des écosystèmes et des générations futures ?

Modérateur

Robert Perreault, directeur général du Conseil régional de l'environnement de Montréal

Conférenciers

Gaëtan Breton, professeur au Département des sciences comptables, UQAM. La privatisation de l'eau : pourquoi ça ne fonctionne pas ?

André Hébert, président du Regroupement citoyen pour une gestion de l'eau - RÉGLEAU. L'eau de Franklin n'est plus inodore, incolore et sans saveur

Gabriel Grégoire, président du Comité de citoyens Je bois clair des Lignes de Mercier. L'un des sites les plus contaminés

André Hade, professeur retraité du Département de chimie, UQAM. Un pays de lacs à préserver

Frédéric Lasserre, professeur adjoint au Département de géographie, Université Laval. Gestion des eaux urbaines : l'équilibre au prix de la tarification

Cet événement est organisé en collaboration avec le Service de formation continue, sous les auspices de la Ville de Montréal et de l'UNESCO.

Information sur la série complète de conférences :

[www.ise.uqam.ca/conferencesbleuetvert.pdf](http://www.ise.uqam.ca/conferencesbleuetvert.pdf)

**UQAM**  
Prenez position

LE DEVOIR

## POLITIQUE

SONDAGE LÉGER MARKETING-LE DEVOIR-CKAC-THE GLOBE AND MAIL

## Les Québécois regrettent leur choix

Neuf mois après avoir confié la direction des affaires de l'État au PLQ, les électeurs ramèneraient le PQ au pouvoir

Rien ne va plus pour les libéraux dans l'opinion publique. Seulement neuf mois se sont écoulés depuis les élections du 14 avril que, déjà, les Québécois regrettent leur choix. Si un nouveau scrutin avait lieu, ils infligeraient un cuisant revers au Parti libéral et éliraient le Parti québécois, révèle le second volet d'un sondage Léger Marketing. Principal reproche des électeurs: les réformes du gouvernement Charest compromettent la paix sociale.

TOMMY CHOUINARD  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC

Neuf mois de pouvoir ont déjà considérablement érodé l'appui des Québécois au Parti libéral. Le PLQ a perdu la faveur de 11 % des électeurs depuis l'appel aux urnes du 14 avril dernier. Si des élections générales avaient lieu, le Parti québécois serait porté au pouvoir.

Après la répartition des indécis, le parti du premier ministre Jean Charest ne récolte plus que 35 % des intentions de vote, soit sept points de moins que le PQ qui, fort d'un verdict favorable de 42 %, caracole en tête de ce sondage Léger Marketing-Le Devoir-CKAC-The Globe and Mail.

L'Action démocratique du Québec profite peu de la chute du PLQ. Le parti de Mario Dumont obtient la faveur de seulement 16 % des 1000 personnes interrogées par Léger Marketing entre le 14 et le 18 janvier. Avant la répartition des 6 % d'indécis, le PQ récolte 38 % des intentions de vote, le PLQ, 31 %, et l'ADQ, 14 %.

Le Parti libéral obtient aujourd'hui le même résultat qu'il y a un an, avant le déclenchement des élections. De mai 2002 à mars 2003, le PLQ récoltait environ 35 % des intentions de vote alors qu'il a obtenu 46 % des suffrages le 14 avril. «C'est la qualité de la campagne électorale des libéraux, la qualité du travail de Jean Charest durant la campagne, qui a fait grimper le vote. Aujourd'hui, les libéraux reviennent à ce qu'ils avaient avant. Ils ont perdu tous les acquis que les dernières élections leur avaient donnés», explique le sondeur Jean-Marc Léger.

Selon le sondage, l'appui au Parti libéral est directement proportionnel au faible taux de satisfaction des Québécois à l'endroit du gouvernement. Celui-ci s'élève à seulement 39 %, comme Le Devoir le révélait hier. Le conflit avec les syndicats — et les perturbations qui en ont découlé — a sapé la confiance ex-

primée par l'électorat le 14 avril.

Lors d'un précédent sondage Léger Marketing, publié par Le Devoir en août dernier, le Parti libéral recevait l'appui de pas moins de 48 % des Québécois. La lune de miel a brusquement pris fin. Depuis, les libéraux ont perdu 13 points, dont cinq sont allés au PQ, quatre à l'ADQ et trois aux autres partis. Les tiers partis obtiennent la faveur de 6 % des électeurs. «Ces derniers sont des électeurs orphelins qui risquent de revenir au Parti libéral s'il fait des bons coups», note M. Léger.

Avec 42 % des intentions de vote, le PQ gagne neuf points depuis le scrutin du 14 avril. Les troupes péquistes avaient alors obtenu l'appui de 33 % des électeurs. Ce nouveau sondage servira la cause du chef péquiste Bernard Landry, qui souhaite rester bien en selle. Les principaux prétendants à la présidence du PQ, Pauline Marois et François Legault, devront manifester patience.

L'ADQ se retrouve aujourd'hui avec des résultats inférieurs à ceux qu'il a obtenus le 14 avril (18 %). Cette position oblige le parti à redoubler d'ardeur pour se replacer sur l'échiquier politique et s'inscrire au cœur des débats, auxquels il a timidement pris part à ce jour.

Auprès de l'électorat francophone, le déclin du Parti libéral est flagrant. Le PQ obtient 49 % des intentions de vote, contre 26 % pour le PLQ et 19 % pour l'ADQ. Chez les non-francophones, le Parti libéral est aussi en perte de vitesse puisqu'il récolte 71 % des intentions de vote (soit 10 % de moins qu'en août), comparativement à 17 % pour le PQ et 4 % pour l'ADQ.

«L'esprit général du sondage, c'est que les Québécois portent un jugement sévère sur le gouvernement Charest. La majorité des perceptions sont négatives», souligne Jean-Marc Léger.

#### La paix sociale est menacée

La paix sociale est aussi fragile qu'elle est fondamentale. C'est ce

	INTENTIONS DE VOTE		
	Total	Francophones	Non-francophones
PQ	42 %	49 %	17 %
PLQ	35 %	26 %	71 %
ADQ	16 %	19 %	4 %
Autres	6 %	6 %	8 %



Les manifestations hostiles au gouvernement se manifestent depuis que les libéraux ont pris le pouvoir.

qu'expriment les électeurs en redoutant le conflit entre le gouvernement Charest et les syndicats. Près des deux tiers des Québécois (63 %) craignent que la paix sociale ne soit compromise en raison des réformes mises en place par le gouvernement Charest. La moitié des libéraux le pensent, tout comme 61 % des adéquistes et 72 % des péquistes.

«Le gouvernement devrait s'assurer de bien gérer le conflit parce que ça coûte très cher en matière

de votes. C'est beaucoup plus difficile de remonter après. Les gens souhaitent un gouvernement qui règle les problèmes, qui contrôle

la situation. À partir du moment où il a de la difficulté à maîtriser la situation, qu'il y a différents actes qui se commettent et que les gens n'appuient pas ça, c'est le gouvernement qui est imputable de ça, qui est responsable du climat social pour les gens», explique Jean-Marc Léger.

Aux yeux de l'électorat, le gouvernement est en train de perdre le bras-de-fer avec les syndicats. Les Québécois appuient davantage les syndicats et les groupes sociaux dans ce conflit. 50 % d'entre eux accordent leur appui aux syndicats et aux groupes sociaux alors que 41 % se rangent derrière le gouvernement Charest. 9 % ont cependant refusé de répondre.

Si 74 % des libéraux appuient leur gouvernement, 20 % d'entre eux se disent favorables à l'opposition des syndicats et des groupes sociaux. Les péquistes appuient les syndicats dans une proportion de 75 %. Les adéquistes sont partagés: 44 % choisissent le gouvernement et 46 % les syndicats.

Sans grande surprise, 74 % des syndiqués soutiennent leurs organisations alors que 23 % donnent raison au gouvernement. Fait plus surprenant, les non-syndiqués sont fort divisés. 45 % d'entre eux se rangent derrière le gouvernement Charest tandis que 44 % choisissent le camp des organisations syndicales et des groupes sociaux.

«Il y a un avantage pour les groupes sociaux et les syndicats, mais c'est assez serré. Je pense que les gens ont des réserves sur les moyens utilisés par les syndicats et les problèmes que cela engendre. La partie n'est pas perdue pour le gouvernement», affirme Jean-Marc Léger.

La partie est toutefois loin d'être terminée. Les négociations sur le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic ne font que débiter et un règlement sur l'équité salariale n'a toujours pas été conclu. Il s'agit d'un terrain fertile pour les antagonismes, ce qui risque de jouer en défaveur du gouvernement. Lorsqu'un conflit dégénère, le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement écope, rappelle Jean-Marc Léger.

#### La santé et la pauvreté avant les baisses d'impôt

Le gouvernement Charest devrait peut-être suivre l'avis des électeurs pour regagner leur faveur. Selon les personnes interrogées, les libéraux devraient faire passer la santé et la lutte contre la pauvreté bien avant les baisses d'impôt qu'il a promises en 2004.

56 % des Québécois affirment que la priorité du gouvernement demeure la santé. 31 % d'entre eux estiment que la priorité est plutôt la lutte contre la pauvreté. Seulement 11 % des répondants considèrent que le gouvernement doit d'abord réduire les impôts des contribuables en 2004.

«Quand le gouvernement parle de baisses d'impôt, les gens ne sont pas nécessairement encore prêts à écouter. Il y a d'autres priorités avant», estime Jean-Marc Léger.

Il n'est pas étonnant que la santé reste la priorité des Québécois. Les effets tangibles des réformes amorcées par le gouvernement Charest se font toujours attendre. Les libéraux avaient en outre promis de réduire l'attente dans les urgences. Mercredi, Le Devoir a révélé que le mal s'aggrave.

Le gouvernement Charest a lancé une lutte bien timide contre la pauvreté, ce qui explique la volonté du tiers des Québécois d'en faire une priorité. En dépit d'une indexation des prestations d'aide sociale, les mauvaises nouvelles se sont succédé à ce chapitre. Les démunis attendent toujours un plan d'action prévu à la Loi visant à lutter contre la pauvreté, adoptée il y a plus d'un an.

Aux prises avec une conjoncture financière précaire, le gouvernement Charest met progressivement de côté la réduction des impôts de l'ordre de un milliard de dollars pour tous les contribuables en 2004, une promesse qu'il a pourtant martelée pendant la campagne électorale. «On tient pour acquis que les gens veulent des baisses d'impôt. C'est vrai qu'ils en veulent, mais ce n'est pas nécessairement prioritaire», explique Jean-Marc Léger.

Ce sondage présente une marge d'erreur de 3,4 % 19 fois sur 20.

**SOLDE ANNIVERSAIRE**  
DERNIERS JOURS

**MARIETTE CLERMONT**

OFFRE DES SOLDES BIEN RÉELS SUR LES MOBILIERS DE SALON, DE SALLE À MANGER, DE CHAMBRE À COUCHER ET SUR UNE FOULE D'ACCESSOIRES.

**mariette clermont**  
Aussi beau que vous l'imaginez... moins cher que vous le croyez.

MONTREAL : 6255 ST-HUBERT (514) 273-7711 • 2020 UNIVERSITY (514) 845-7296 • LAVAL : 2300 BOUL. LE CORBUSIER (514) 382-6870  
www.marietteclermont.com

**JEAN-MARC CHAPUT**

**Politiquement incorrect**

**PGI**  
PIERRE GRAVEL INTERNATIONAL

**7 et 8 mai 2004 / 20h00**  
Billet 30,50\$ frais de services en sus

**www.jean-marcchaput.com**

Dépêche CBN

**Cinquième salle**  
Place des Arts

Billets en vente au 514 842 2112 et au www.pda.qc.ca  
Réseau Admission 514 790 1245

## • LES ACTUALITÉS •

## Martin se met à genoux devant Bush, dit le Bloc

PRESSE CANADIENNE

Sherbrooke — Réunis en caucus présessionnel, les députés du Bloc québécois ont convenu hier de dénoncer avec vigueur le rapprochement «à tout prix» qu'ils perçoivent entre le gouvernement Martin et l'administration Bush.

Que ce soit sur des sujets aussi divers que le bouclier antimissile, l'affaire Maher Arar ou le projet américain de dragage du fleuve Saint-Laurent, ils trouvent que le premier ministre Martin va trop loin.

«Voilà des prises de position de M. Martin qui effectivement sont des rapprochements [avec la Maison-Blanche], a déclaré M. Duceppe lors d'une conférence de presse à Sherbrooke, où se déroulait hier un caucus préparatoire à la rentrée parlementaire du 2 février. Le forum jeunesse du parti fédéral s'y tiendra, aujourd'hui et demain.

«Nous, on n'a rien contre l'idée qu'il y ait une meilleure attitude face aux États-Unis, a-t-il soutenu. Le Bloc n'a jamais versé dans l'anti-américanisme. Mais respecter un autre peuple, ce n'est pas être à genoux devant l'administration de ce peuple. C'est fort différent.»

Le Bloc québécois considère qu'en dépit du discours officiel, Ottawa a déjà pris la décision de participer au projet américain de bouclier antimissile, auquel un bon nombre de citoyens s'opposent, notamment au Québec. Dans une lettre qu'il a récemment fait parvenir à son homologue Donald Rumsfeld, le ministre de la Défense, David Pratt, évoquait même une participation financière canadienne au projet.

«Si M. Martin est sérieux avec son idée de réforme démocratique, la première chose qu'il doit faire, c'est de revenir sur l'engagement qu'a pris M. Pratt [à l'endroit de Washington], a estimé M. Duceppe.



SHAUN BEST, ARCHIVES REUTERS

### Crise de Kanesatake

## Landry demande la démission de Chagnon

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le ministre de la Sécurité publique Jacques Chagnon doit démissionner ou à tout le moins être sévèrement sanctionné pour sa «conduite aberrante» lors de la crise de Kanesatake, a dit hier le chef du Parti québécois, Bernard Landry.

«J'ai été atterré de voir que le Parti libéral et son gouvernement sont retombés dans les mêmes ornières que la fameuse crise d'Oka, où ils ont négocié avec des gens masqués», a fait valoir M. Landry, lors d'un point de presse à Québec.

«Certains ont demandé la démission de M. Chagnon, je pense que c'est une hypothèse que M. Charest doit envisager», a-t-il poursuivi. Plus tôt cette semaine, le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a demandé que le ministre Chagnon soit démis de ses fonctions.

Mais s'il refuse d'exiger la démission de son ministre, Jean Charest doit imposer à M. Chagnon «une forme de sanction quelconque pour un des gestes de gouvernement les plus absurdes à être posés par un gouvernement du Québec depuis longtemps.»

Le grand précédent, a-t-il rappelé, remonte à la crise de 1990 alors que des ministres libéraux s'étaient rendus

parlé avec des individus masqués à Kanesatake.

Le chef du PQ reproche à M. Chagnon d'avoir fait fi des autorités légitimement élues en acceptant la proposition des dissidents de la communauté qui exigeaient le départ des policiers venus de l'extérieur de Kanesatake.

«Au lieu de soutenir courageusement les autorités légitimes, je parle du chef, mais je parle aussi des chefs membres du Conseil de bande, on a une conduite aberrante qui revulsa aussi bien les Blancs que les autochtones», a dit M. Landry.

Le gouvernement libéral ne sort pas grand de cette crise, loin de là, estime le chef du PQ. Sa gestion désinvolte des événements a plutôt révélé un manque de vision, selon lui.

«Quand on a une vision et un sens de l'État, on s'appuie sur les institutions, on s'appuie sur le plus solide, non pas sur des minoritaires qui ont tenté un coup de force en séquestrant des flics.»

A maintes reprises, le ministre Chagnon a justifié sa décision de traiter avec les dissidents par la nécessité d'éviter «un bain de sang».

Mais son absence de considération pour le chef James Gabriel, laissé complètement en plan, a été dénoncée vigoureusement tant par les Premières Nations que par l'immense majorité des commentateurs.

## Martin accordera trois heures à ses homologues des provinces

JOCELYNE RICHER  
PRESSE CANADIENNE

Davos — Les premiers ministres provinciaux sont attendus au 24 Sussex, à Ottawa, le vendredi 30 janvier, en vue de participer à la première conférence fédérale-provinciale de l'ère Martin.

Entre 11h et 14h, les premiers ministres auront l'occasion de casser la croûte, tout en faisant le point sur divers sujets de préoccupations communes: les relations entre le Canada et les États-Unis, le dossier de la vache folle, le bois d'œuvre, le respect des compétences provinciales, mais, surtout, l'augmentation éventuelle de la contribution fédérale au financement du système de santé.

«Nous aurons un agenda assez chargé», a convenu le premier ministre Paul Martin, hier, à Davos, lors d'une conférence de presse, dans le cadre de sa participation au Forum économique mondial.

«La santé, c'est notre priorité numéro un. Ce n'est pour les provinces et les Canadiens», a-t-il ajouté, en disant vouloir éviter un affrontement avec les provinces, qui n'hésiteront pas à réclamer une fois de plus ce qu'elles estiment être leur dû.

Il faut donc s'attendre à voir les provinces serrer les rangs pour s'assurer du versement prochain par Ottawa de deux milliards de dollars en vue de mieux financer les soins de santé — une promesse fédérale de l'époque Chrétien.

Le Québec tient pour acquis que ce versement est un engagement ferme et veut, dans une perspective plus large, qu'Ottawa accepte d'accroître sa contribution annuelle au système de santé, afin d'éviter l'odieux de devoir constamment frapper à la porte du 24 Sussex pour obtenir de l'argent.

À l'ordre du jour figurera également l'intérêt démontré par le nouveau gouvernement fédéral pour le palier municipal, afin de l'aider à accroître ses revenus. En formant son gouvernement, M. Martin a d'ailleurs nommé un «secrétaire aux villes», John Godfrey, chargé d'atteindre cet objectif. Une des avenues explorées serait d'accroître le remboursement de la TPS aux municipalités.

«Le gouvernement fédéral reconnaît donc qu'il a des fonds à transférer», en conclut le premier ministre québécois, Jean Charest.

À Québec, l'intérêt soudain d'Ottawa pour le palier municipal paraît cependant suspect.

«Les municipalités, c'est de compétence provinciale, et nous n'accepterons pas qu'on passe par-dessus notre tête», a dit M. Charest lors d'un point de presse, en fin

de journée, en ne fermant pas la porte, toutefois, à des «ententes» conclues directement entre Ottawa et les villes. Mais tout transfert de fonds devra passer par Québec, a-t-il tranché.

«On n'a aucun intérêt à s'immiscer dans les compétences des provinces», a soutenu M. Martin. «On reconnaît clairement que les villes sont de compétence provinciale, mais il y a toute une série de domaines où le gouvernement canadien et les villes travaillent ensemble: l'immigration, les infrastructures, l'environnement, par exemple. Il faut regarder les domaines où, de façon historique, il y a eu une interaction entre le gouvernement canadien et les villes.»

M. Charest a dit s'attendre à ce que les relations fédérales-provinciales soient plus cordiales avec le gouvernement Martin qu'elles l'étaient à l'époque du gouvernement de Jean Chrétien.



Paul Martin

Dimanche  
25 janvier

# Un salon pour meubler votre avenir.

Salon des études

Tout sur nos programmes d'études et nos services.

Pavillon 3200 Jean-Brillant, de 11 h à 16 h.

Stationnement gratuit

Station de métro Université-de-Montréal

www.umontreal.ca

125  
ANS

Université  
de Montréal

Ce coupon vous donne droit à des billets gratuits pour vous et vos collègues (valeur de 10\$ ch.)

Accès exposition et conférence

Il suffit de s'inscrire en ligne à : [www.salon.entreprendre.com](http://www.salon.entreprendre.com) ou sur place avec le code : Le Devoir

Le nouveau **SALON ENTREPRENDRE 2004**

90 Exposants • 40 Conférences

23 et 24 janvier à la Place Bonaventure de Montréal

SAMEDI 10 h 00 à 17 h 00



Partenaire principal

LE DEVOIR

En collaboration avec

jobb.com

AMQP

PCM

[www.salon-entreprendre.com](http://www.salon-entreprendre.com)

130 exposants et conférenciers vous proposent des centaines de nouveaux produits qui sauront répondre à vos attentes et faciliter votre orientation en fonction de vos intérêts : les nouveaux réseaux de communications d'affaires, les téléphones, l'internet, les affaires électroniques, les sans-fils, la sécurité informatique, le financement, les nouveaux logiciels (Microsoft, ACCAPAC...)

SAMEDI, 24 JANVIER 2004

Conférences

10 h 00 à 12 h 00

Comment se départir de son entreprise avec succès  
Conférencier : Jean-Pierre Boissonneault  
Modérateur  
Groupe Elite Capital et ses invités

12 h 00

Entreprenariat féminin  
Une force économique  
Conférencière : Nicole Beaudoin  
Présidente du Réseau des femmes d'affaires du Québec  
Conférencière : Louise St-Cyr

13 h 00 à 13 h 30

Les meilleures pratiques pour la conception de votre site Web  
Conférencier : Jeff MacDonald  
Conseiller  
Institut du commerce électronique

13 h 30 à 14 h 00

Comment analyser ses statistiques de fréquentation Web  
Conférencier : Jeff Macdonald  
Conseiller  
Institut du commerce électronique

14 h 00 à 14 h 30

Comment sélectionner le bon fournisseur de services Web  
Conférencier : Benoit Lamoureux

14 h 30 à 15 h 00

La gestion de projets d'affaires électroniques  
Conférencier : Benoit Lamoureux  
Directeur des services aux entreprises  
Institut du commerce électronique

15 h 00 à 15 h 30

Un outil pratique pour réaliser l'équité salariale  
Conférenciers : Marc Duchesneau et Julie Cerantola  
Conseillers en équité salariale

15 h 30 à 16 h 00

Innové c'est humain  
Conférencier : Dominique Chartier  
Vice-président à la commercialisation  
umen innovation

16 h 00 à 16 h 30

Visibilité sur le Web ! Le secret de la réussite  
Conférencier : Laurent Lucas  
Vice-président, Networkmedia

16 h 30 à 17 h 00

La relève et l'entreprise familiale  
Conférencier : Raymond G Lapiere  
Consultant, associé principal  
Codev International

Ateliers

11 h Le partage de l'information dans les entreprises  
Conférencier : Christian Sawyer  
directeur technique, Implanciel

11 h 30 Démonstration en temps réel de la solution de répartition d'employés mobile fieldbox  
Conférencier : Albert Zaccour  
Président, DotBlox Inc.

12 h La productivité dans la main de l'entrepreneur mobile!  
Conférencier : Christian C. Masson  
Président, Palm Training Inc.

12 h 30 Gestion de production Job Manager  
Conférencier : Guy Paré  
Président, GPX Technologies

13 h 00 à 13 h 30 Défi Safari et victoire d'équipe  
Conférencier : Denis Mailloux  
Directeur Associé  
Les conférences pour la différence  
13 h 30 Le transfert d'entreprise  
Conférencier : Jean Yves Landry  
FCA, Services Conseils Hélan Inc

14 h La retraite de l'entrepreneur  
Conférencier : Robert Laurin  
Président, Les Services Financiers Laurin-Baribeau Inc

14 h 30 RFAQ  
Réseau des femmes d'affaires du Québec

15 h Financement d'une PME inscrite en bourse  
Conférencier : Dominique Doucet  
Président, Ressources Sinios

15 h 30 à 16 h 00 Les stratégies du fondeur  
Conférencière : Danielle DeGardie  
Directeur Associé, Les conférences pour la différence

16 h 00 à 16 h 30 Défi Safari et victoire d'équipe  
Conférencier : Denis Mailloux, Directeur Associé

## • LES ACTUALITÉS •

Les grandes villes adressent leurs demandes à Paul Martin

## La liste d'épicerie atteint plusieurs milliards

Les maires renoncent à ce que leur administration ait le même statut que les provinces

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

Les grandes villes canadiennes veulent être considérées comme de véritables partenaires par Ottawa et par les gouvernements provinciaux, mais elles n'exigeront pas que leur statut soit accordé à part entière. Réunis à Toronto, les maires et conseillers municipaux de neuf villes ont réclamé hier d'Ottawa le remboursement complet de la TPS et le versement accéléré des investissements du fédéral destinés à la réfection des infrastructures.

La promesse du premier ministre Paul Martin de conclure un pacte fiscal avec les municipalités n'a pas laissé les maires indifférents. À l'invitation du maire de Toronto, David Miller, les élus de neuf grandes villes canadiennes ont dressé hier leur liste d'épicerie en prévision du discours du Trône qui doit avoir lieu à Ottawa le 2 février prochain. Outre le maire de Montréal, Gérald Tremblay, et son homologue de Toronto, les maires d'Edmonton, de Regina, de Winnipeg, d'Ottawa et d'Halifax ont participé aux discussions qui se déroulaient hier dans la Ville reine. Alors que Calgary manquait à l'appel, Vancouver était représentée par un conseiller municipal, tout comme Québec qui avait mandaté Jacques Jobin.

Pour l'année 2004, les maires ont demandé que les villes soient exemptées à 100 % du paiement de la TPS pour leurs achats. Actuellement, elles ne récupèrent que 57 % de la TPS qu'elles paient. Pour Mont-

réal, cette mesure représenterait 30 millions de plus dans ses coffres. Les élus voudraient aussi que soit réduit l'échéancier prévu pour le versement par Ottawa des investissements de deux milliards de dollars destinés aux infrastructures urbaines. Le gouvernement fédéral a déjà montré une certaine ouverture à l'égard de ces deux demandes, comme l'a fait savoir jeudi John Godfrey, secrétaire parlementaire du premier ministre Paul Martin pour le dossier des villes.

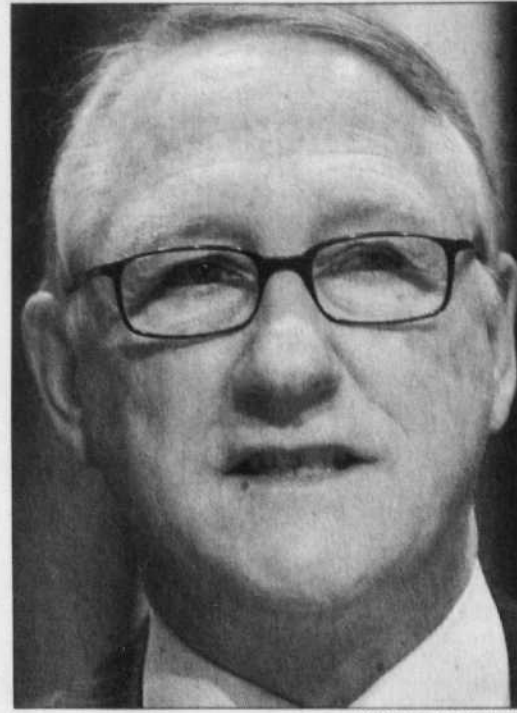
Les villes souhaitent également conclure, dès cette année, un pacte fiscal avec Ottawa et les provinces afin de bénéficier de nouvelles sources de revenus à long terme. Comme base de discussion, elles proposent que leur soit versée une partie de la taxe fédérale sur l'essence, soit 5 ¢ le litre, une proposition qui leur rapporterait 2,5 milliards de dollars. Elles aimeraient aussi toucher à une part des revenus générés par la TPS et les taxes de vente provinciales perçues sur leur territoire. Selon elles, les gouvernements supérieurs devraient se montrer plus généreux dans le financement des transports en commun et impliquer davantage les grandes métropoles dans les discussions concernant des politiques ou des programmes ayant une incidence directe sur les centres urbains.

«Les villes sont le cœur de l'économie canadienne», a rappelé le maire de Toronto, David Miller, à l'occasion d'une conférence de presse tenue hier après-midi au terme de la journée de discussions avec ses homologues. Les élus ne demandent pas la lune et leurs demandes sont réalistes, selon lui.

«On veut changer l'état d'esprit de toutes ces discussions que nous avons maintenant depuis des décennies. On ne peut pas demander à des gouvernements de nous donner ce qu'ils n'ont pas», a pour sa part indiqué Gérald Tremblay lors d'un entretien téléphonique.

D'emblée, les maires ont rejeté l'idée de réclamer que leur ville soit élevée au rang de gouvernement et Gérald Tremblay affirme qu'il n'aurait pas participé au sommet des maires si la question avait été à l'ordre du jour. «La condition essentielle de ma participation, c'était qu'on n'aborderait d'aucune façon des propositions qui nécessiteraient des changements constitutionnels. On veut être reconnues comme partenaires. Point à la ligne», a-t-il expliqué. L'ébauche d'un communiqué de presse rédigé au mois de décembre évoquait l'idée d'un nouveau statut pour les villes, mais cette proposition n'a même pas été discutée hier, a ajouté le maire.

Et pour discuter plus longuement de ce nouveau pacte fiscal que souhaitent les villes, le maire Tremblay convie ses collègues à un forum national sur la croissance économique qu'il compte organiser au mois de mai ou juin prochain. Sur la liste des invités figureront les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux. «On ne veut pas se faire inviter à des conférences fédérales-provinciales, on veut que les partenaires que sont le fédéral et le provincial viennent à ce forum national», a-t-il dit. Une entente entre les différents partenaires pourra être conclue à Toronto à l'automne, propose M. Tremblay.



Gérald Tremblay

ARCHIVES LE DEVOIR

## Eau secours demande un moratoire sur le captage de l'eau

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

La coalition Eau secours! réclame de Québec un moratoire législatif sur l'émission de tout nouveau permis de captage d'eaux souterraines à des fins commerciales dans le but de mettre fin à la «dilapidation pure et simple du patrimoine hydrique du Québec».

Depuis 1998, estime la coalition, on assiste au Québec à un véritable phénomène de «captage d'eau à gogo» dans différentes régions. Les multinationales de l'eau achètent les sources des petits exploitants et démarrent l'exploitation des nouvelles sources les plus intéressantes.

Or, selon la coalition Eau secours!, «le gouvernement ne connaît pas l'état des nappes souterraines du Québec. Il ne connaît pas les temps de recharge de celles-ci et donne l'eau à qui mieux mieux. De plus, il ne perçoit aucune redevance de ceux qui appauvrissent nos nappes phréatiques», explique la porte-parole de la coalition, Martine Ouellet.

La coalition environnementale et sociale (qui re-

groupe notamment les principales centrales syndicales) ne veut plus assister à l'émission de nouveaux permis tant que le gouvernement et en particulier le ministère de l'Environnement ne contrôleront pas les nappes régionales dans lesquelles il permet aux exploitants commerciaux de puiser de l'eau. Seul un moratoire, comme celui mis en place entre décembre 1997 et décembre 1998 alors que siégeait la commission Beauchamp sur l'eau, peut donner au ministère le répit qui lui permettra de se conformer à la principale recommandation de la commission, c'est-à-dire cesser de piloter à l'aveugle dans ce domaine, soutient la coalition.

Les règles en vigueur exigent que les exploitants commerciaux fassent la preuve que la ponction qu'ils vont faire dans un secteur ne nuira pas aux autres utilisateurs. Mais la connaissance qu'on exige du sous-sol est limitée à ce qu'on appelle l'aire d'influence du puits et du volume de captage envisagé. En réalité, cette connaissance se limite souvent à ce qu'on peut mesurer sur une courte période, et les mesures sont faites par les consultants des promoteurs. Pour la

commission Beauchamp, Québec devrait établir en priorité un système de redevances et affecter d'urgence ces sommes à la cartographie gouvernementale des nappes régionales et de leur capacité de support et de recharge afin d'octroyer des permis en toute connaissance de cause. Le ministère n'a pas non plus corrigé ses anciennes pratiques qui permettent à un exploitant commercial de pomper en tout temps les quantités autorisées par son permis, ce qui, en période de pénurie, peut brimer les autres usagers installés avant lui.

Québec aurait pu — et ce n'est qu'un exemple — instituer un système de permis qui obligerait les exploitants commerciaux à cesser de pomper de l'eau dès que les nappes s'abaisseraient à une cote limite clairement définie pour protéger les droits des autres utilisateurs, ce qui leur ferait supporter les aléas de la nature, comme c'est le lot des agriculteurs ou des entreprises en général par rapport aux conditions toujours volatiles des marchés.

L'absence de système de redevance, tel que recommandé par le Bureau d'audiences publiques sur

l'environnement il y a près de quatre ans, révolte la coalition. «L'eau est pompée gratuitement et vendue des milliers de fois plus cher que l'eau du robinet, sans assurer une qualité équivalente aux consommateurs», estime Mme Ouellet.

À l'heure actuelle, l'eau embouteillée est dans certains cas vendue plus cher que le pétrole, qui nous vient pourtant du Moyen-Orient et qu'il a fallu raffiner.

«Pouvons-nous identifier un seul pays qui laisse exploiter son eau gratuitement? Comment se fait-il qu'au Québec, nous laissons sortir gratuitement une ressource encore plus vitale sans aucune contrepartie et sans savoir si elle ne nous manquera pas cruellement demain?», demande Martine Ouellet.

D'autre part, la coalition met en garde le public «contre toute compagnie, organisme ou coopérative sollicitant de l'argent sans se conformer aux règles de la Commission des valeurs mobilières du Québec». On voit présentement sur le marché des coopératives solliciter des adhésions par dépliants publicitaires pour pouvoir, disent-elles, faire contrepoids aux multinationales de l'eau.

**JNY**  
JONES NEW YORK

Solde 60% sur toute la collection automne-hiver

OGILVY

Boutique au 2<sup>e</sup> étage, Tél.: (514) 842-7711 postes : 238, 342  
1307, Sainte-Catherine ouest, Montréal.

## • LES ACTUALITÉS •

## La grève est évitée au CN

DONALD MCKENZIE  
PRESSE CANADIENNE

Le Canadien National (CN) et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) ont exprimé leur satisfaction, hier, après qu'ils furent parvenus à une entente de principe sur le renouvellement de trois conventions collectives qui, selon le syndicat, vaudront à 5000 employés des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail la fin de semaine.

«Nous pensons qu'il s'agit d'une bonne entente», a déclaré Abe Rosner, représentant national des TCA, hier.

D'une durée de trois ans, les conventions, au sujet desquelles les deux parties se sont entendues avant le déclenchement d'une grève, jeudi à minuit, comportent des hausses salariales «décentes», a affirmé M. Rosner, en entrevue.

«Nous sommes très contents d'avoir réalisé de sérieux progrès au chapitre des bénéfices relatifs au travail par quart et au travail la fin de semaine, de très importantes questions qui avaient été négligées pendant des années», a-t-il ajouté.

Mark Hallman, porte-parole du CN, a quant à lui affirmé que l'entente de principe avait permis à

l'entreprise d'atteindre l'objectif qui était le sien depuis le premier jour des négociations, soit éviter la grève.

«Personne ne sort gagnant d'un conflit avec une interruption de travail», a-t-il déclaré.

«Ce n'est pas bon pour les employés, ce n'est pas bon pour le CN et ce ne serait pas bon pour nos clients. Nous sommes donc ravis d'avoir pu parvenir à ces ententes de principe», a ajouté le porte-parole.

M. Hallman s'est montré vague quant à savoir si les hausses salariales consenties se traduiraient par une augmentation des coûts de transport des marchandises au CN.

Les trois ententes, rétroactives au 1er janvier, portent sur les conventions des employés travaillant dans les ateliers, les bureaux et les installations intermodales.

Le CN demeure en négociation avec six autres syndicats dont les conventions collectives sont échues depuis la fin de l'an dernier. Ces organisations représentent quelque 8500 employés.

Les détails des accords devaient être dévoilés aux travailleurs, hier, a indiqué M. Rosner, précisant que l'organisation d'un vote de ratification commencerait ces prochains jours.

Des enfants opérés par un médecin séropositif

## Sainte-Justine a retracé 1050 des 2614 jeunes patients

Plus de 500 rendez-vous pour un prélèvement ont déjà été donnés

PRESSE CANADIENNE

L'Hôpital Sainte-Justine de Montréal a rejoint les parents de 1050 jeunes patients sur les 2614 enfants qui ont été traités par un chirurgien séropositif. L'hôpital a donc mis 24 heures à peine pour établir un premier contact avec 40 % du groupe ciblé. Ces enfants devront éventuellement se soumettre à un test de dépistage du VIH.

Le centre d'appel d'urgence mis sur pied pour cette «opération de relance» des patients avait traité 4550 appels, hier.

La révélation du fait qu'une chirurgienne séropositive a opéré des enfants pendant une dizaine d'années à l'Hôpital Sainte-Justine de Montréal, et ce à l'insu de la haute direction, a continué de susciter des remous, hier.

Au lendemain de l'annonce faite en conférence de presse, les lignes téléphoniques de l'hôpital

spécialisé dans les soins pédiatriques étaient toujours très occupées, quoique moins que durant les heures qui ont suivi l'annonce.

Jeudi, la haute direction de l'hôpital a indiqué qu'elle tentait de retracer 2614 enfants qui ont été opérés entre 1990 et 2003 par l'un de ses chirurgiens. Comme la direction se refusait à l'identifier, pour respecter sa vie privée, cela a causé un vent d'inquiétude encore plus grand dans les premières heures. Les médias ont finalement identifié la femme médecin, Maria Di Lorenzo, décédée en août dernier. Cela a eu pour effet de ralentir l'afflux d'appels téléphoniques au centre d'urgence de l'hôpital.

Hier en milieu d'après-midi, «la grande majorité des lettres» qu'il restait à adresser aux patients ou parents visés l'avaient été, indiquait-on aux relations publiques de l'hôpital. Le léger délai dans l'envoi de cette seconde vague de lettres recom-

mandées s'explique par le fait que l'hôpital a voulu vérifier les adresses avec la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Certaines interventions chirurgicales remontent en effet à une dizaine d'années.

Quant au centre de prélèvements, il était assez occupé. De jeudi à vendredi, 525 rendez-vous pour des prélèvements avaient été donnés, et ce sans compter ceux qui peuvent avoir été pris dans d'autres établissements de santé. La majorité des patients qui ont subi un prélèvement jeudi ont reçu leur résultat.

Des enquêtes administratives ont déjà été annoncées par le Collège des médecins, afin de s'assurer que toutes les règles éthiques et déontologiques ont été suivies, de même que par la Direction de la santé publique de Montréal-Centre.

Par ailleurs, M<sup>e</sup> Jean-Pierre Ménard, un avocat spécialisé dans la

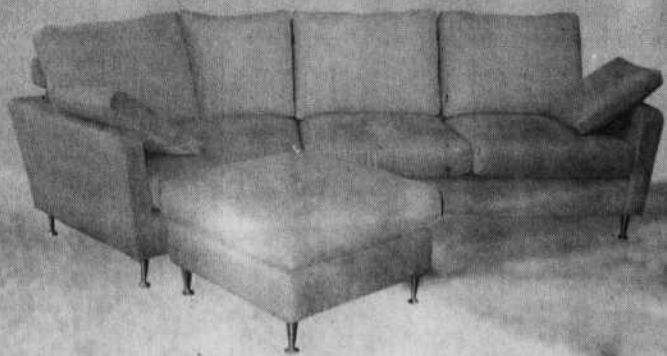
défense des droits des consommateurs et des malades, affirmait qu'à son avis, la direction de l'hôpital a bien agi en effectuant un appel public aux patients. Il trouve néanmoins inacceptable que la haute direction n'ait été informée que cette année de la situation.

Quant aux patients, selon lui, ils auraient dû être informés du risque avant d'être exposés à ce risque, et non après. «Même si le risque est infinitésimal, les gens ont le droit de décider de ne pas être exposés à ce risque-là», a-t-il commenté.

Pour ce qui est d'éventuels recours juridiques possibles, M<sup>e</sup> Ménard estime que «sur une base individuelle, le rapport coût-bénéfice n'en vaut probablement pas la peine». Un recours collectif resterait possible, selon son analyse. M<sup>e</sup> Ménard signale cependant qu'un dommage moral d'une durée de quelques semaines seulement ne vaut qu'une indemnisation «modeste».

## SOLDE D'HIVER

MEUBLES SÉLECTIONNÉS



# ATMOSPHÈRE

LE PLAISIR D'ÊTRE BIEN CHEZ SOI

Living Studio

4349, rue Saint-Denis  
(angle Marie-Anne)  
Montréal (Québec)  
H2J 2K9  
(514) 527-1293

1037, avenue du Mont-Royal Est  
(angle Christophe-Colomb)  
Montréal (Québec)  
H2J 1X7  
(514) 527-0077

Les enseignants et cadres scolaires savent exactement où aller pour trouver du matériel pédagogique, un fournisseur d'équipement, une ressource ou une bonne idée de sortie scolaire.

Mais votre entreprise sait-elle comment les rejoindre du premier coup ?

Si vous tenez vraiment à la clientèle des établissements scolaires, faites ce qu'il faut !

Réservez dès maintenant votre espace au Répertoire des ressources scolaires

(514) 277-4544 # 239

www.lepointadm.com

## Répertoire des ressources scolaires

2004-2005



www.lepointadm.com

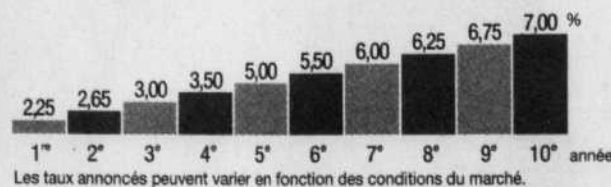
## La retraite en bout de ligne :

# 1 800 463-5229

## REER

Obligations à taux progressif

Capital garanti à 100 %.  
Taux avantageux garantis pour 10 ans.  
Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.  
Achat à partir de 100 \$.



BONI DE

1%

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h. Passez nous voir au 2000, av. McGill Collège à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h. Visitez le [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Épargne Placements

Québec

# Agroalimentaire

LE DEVOIR

CANIER SPÉCIAL  
PUBLIÉ LE SAMEDI

4

FÉVRIER

TOMBÉE PUBLICITAIRE  
LE 28 JANVIER

## • LES ACTUALITÉS •

Le logiciel de navigation déraillé

# Spirit sera aux soins intensifs plusieurs jours

## Son jumeau, Opportunity, doit se poser sur Mars cette nuit



Spirit a quitté sans problème sa base d'atterrissage et a envoyé des photos et diverses données, mais il éprouve maintenant des difficultés.

PASCAL BAROLLIER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le robot américain Spirit est dans un état critique sur Mars et nécessitera des soins intensifs pendant plusieurs semaines, tandis que son jumeau, le robot Opportunity, est sur une trajectoire parfaite pour se poser sur la planète rouge cette nuit.

«Le patient va rester longtemps en soins intensifs», le robot est «toujours dans un état critique, mais stable», a résumé Pete Theisinger, responsable de la mission Mars Exploration Rover.

«Nous devons nous attendre à ne pas restaurer la fonctionnalité de Spirit pendant longtemps, de nombreux jours, peut-être deux semaines, même dans les meilleures circonstances», a-t-il ajouté en estimant que «les chances qu'il revienne à un état parfait ne sont pas bonnes», lors d'une conférence de presse au Jet Propulsion Laboratory de la NASA à Pasadena (Californie).

«Le logiciel de navigation ne fonctionne pas normalement», a ajouté le chef de la mission en notant également que le robot ne semblait pas se mettre en veille durant toute la nuit sur Mars, comme il devrait le faire.

Après deux jours de silence ponctués par de faibles «bips», une antenne géante du réseau international Deep Space Network située près de Madrid a pu cap-

ter 20 minutes de transmissions envoyées par Spirit, un bon signe tempéré par le faible débit de ces données.

La vitesse de transmission n'a pas dépassé 120 bits par seconde, alors que le débit normal peut atteindre 11 000 bits/seconde.

Spirit, dont l'activité débute quand le soleil se lève sur Mars, a dû s'activer vers 11h GMT, mais les données du robot ont été captées près de deux heures et demie après son réveil supposé, à 13h26 GMT, surprenant les ingénieurs de la NASA restés à l'écoute toute la nuit.

«L'engin spatial a envoyé des données limitées, lors d'une réponse correcte à une commande envoyée du sol, et nous prévoyons de demander d'autres sessions de communications plus tard dans la journée» [hier], a précisé M. Theisinger.

Les ingénieurs vont demander au robot de fournir davantage de données sur son état de santé, pour établir l'origine et la gravité de la panne de transmission intervenue mercredi, au 19<sup>e</sup> jour du séjour du robot sur Mars.

La panne peut notamment être due à l'altération d'un logiciel régulant la transmission des données entre le robot et la Terre, ou au défaut d'une mémoire de l'ordinateur de bord.

La rupture des communications est survenue alors que le robot géologue venait à peine d'entamer sa mission scienti-

fique de recherche de traces d'eau sur Mars, dans le but de déterminer si les conditions nécessaires à la vie ont existé sur la planète rouge. Spirit était arrivé sur Mars le 3 janvier.

De son côté, l'Agence spatiale européenne a annoncé hier que sa sonde, Mars Express, placée en orbite martienne peu avant l'arrivée du premier robot américain, avait pu détecter de l'eau sous forme de glace au pôle Sud martien.

Un second robot américain, Opportunity, copie conforme du premier, est sur une trajectoire parfaite pour se poser aux antipodes de Spirit, également près de l'équateur, aujourd'hui à 21h05.

Opportunity tombera dans une plaine, qui «remplit les critères de sécurité pour se poser et est d'excellent intérêt scientifique», a expliqué hier Joy Crisp, responsable scientifique de la mission.

Le Meridiani Planum est une zone d'accumulation d'hématite grise, un oxyde de fer. «Sur Terre, l'hématite grise se forme habituellement en association avec de l'eau liquide. Des conditions qui peuvent produire de l'hématite grise, comme un lac ou des sources d'eau chaude, pourraient être assez favorables à la vie», espère la NASA.

Cette mission, la plus ambitieuse jamais menée sur Mars, est dotée de 820 millions de dollars pour assurer pendant trois mois le fonctionnement de chaque robot alimenté par l'énergie solaire.

## Des choses simples pour sauver des vies

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Des centaines de vies au pays, pourraient être sauvées chaque année si les soins cardiaques d'urgence étaient améliorés dans les hôpitaux, selon une étude rendue publique hier.

De simples mesures, notamment administrer sans tarder des médicaments à la suite d'une crise cardiaque ou s'assurer que les patients quittent l'hôpital avec la bonne combinaison de médicaments, peuvent sauver des vies, affirment les auteurs de l'étude, intitulée Effect, acronyme d'Enhanced Feedback for Effective Cardiac Treatment.

«À l'ère des lits d'hôpitaux en nombre limité, des salles d'urgence surpeuplées et des ressources restreintes, les résultats d'Effect nous procurent une façon peu coûteuse, pratique et efficace d'améliorer la santé de nos patients cardiaques», a affirmé le Dr Milan Gupta, à la tête de l'un des comités d'experts ayant contribué à cette étude.

«Simplement prescrire des médicaments de survie à davantage de patients cardiaques fera une différence.»

De réels progrès ont été réalisés dans le secteur de la recherche sur les problèmes cardiaques, mais parfois, le système est lent à embrasser les changements, a indiqué le Dr Jack Tu, principal enquêteur.

«Il en résulte un fossé entre la façon dont les patients devraient idéalement être traités et celle dont ils le sont en fait», a affirmé M. Tu, scientifique à l'Institut de recherche en services de santé, à Toronto, qui a mené l'étude.

Ces recommandations n'ont rien de compliqué et elles s'appliquent à tous les hôpitaux à travers le pays, ont affirmé les chercheurs.

«Vous n'avez pas besoin d'être dans un grand hôpital universitaire pour atteindre ces objectifs. Même le plus petit hôpital à la campagne avec des médecins et des infirmières professionnels peut réaliser les mêmes performances», a affirmé M. Gupta, responsable du service de cardiologie au Centre de santé William Osler.

## Un des frères Khadr est arrêté au Pakistan

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Un adolescent canadien de 14 ans, blessé le mois dernier lors d'une fusillade avec des soldats pakistanais à la recherche de son père, soupçonné de terrorisme, est détenu au Pakistan, a rapporté hier le National Post.

Abdul Karim Khadr est le fils cadet d'Ahmed Said Khadr, et le troisième de ses enfants à avoir été appréhendé par les forces luttant contre le terrorisme, a précisé le quotidien torontois dans un texte en provenance d'Islamabad.

Le garçon a été sérieusement blessé, le 2 octobre, lors d'un raid mené par les forces pakistanaises à la recherche de membres du réseau al-Qaïda et de talibans le long de la frontière afghane.

Les autorités pakistanaises ont fait savoir au gouvernement canadien, cette semaine, que l'adolescent était détenu à Rawalpindi, a indiqué le Post.

Des membres de la famille Khadr, qui ont habité à Toronto et sont de nationalité canadienne, ont affirmé au journal ne pas avoir été informés de la détention d'Abdul Karim.

Des informations contradictoires circulent au sujet d'Ahmed Said Khadr, certaines voulant qu'il soit lié à Oussama ben Laden, d'autres qu'il ait été tué lors d'un affrontement avec les forces pakistanaises.

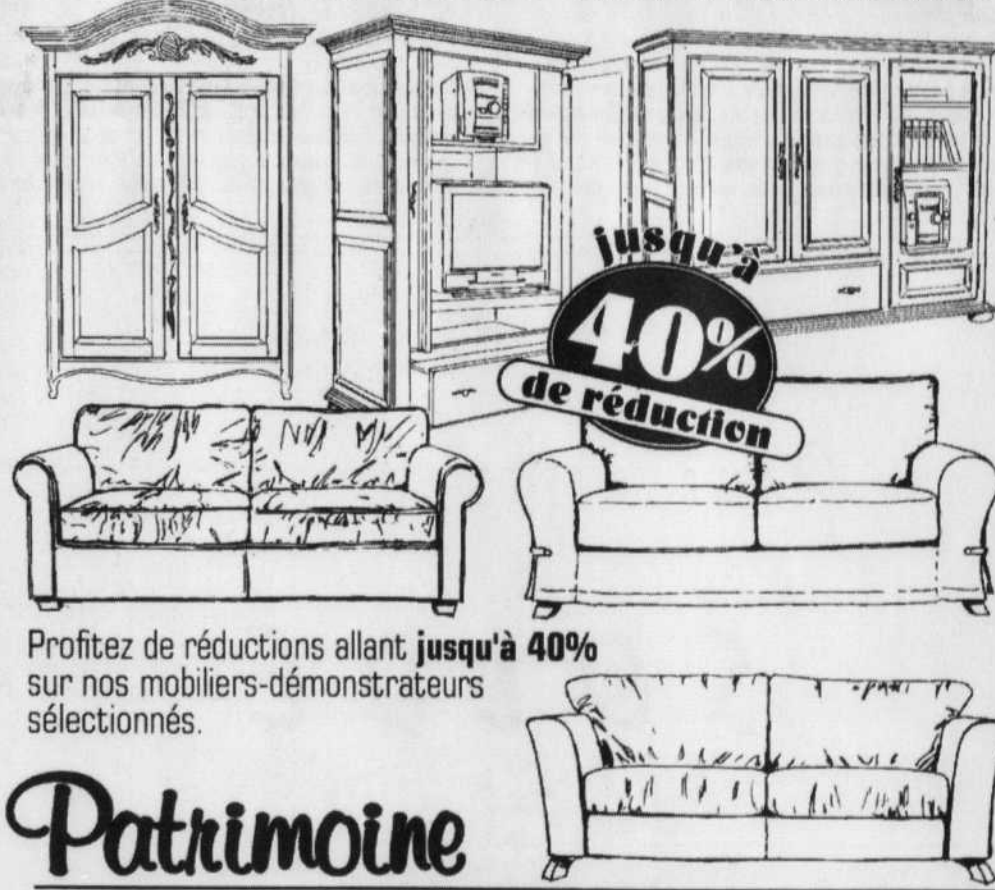
Un autre fils d'Ahmed Said Khadr, Omar Khadr, 17 ans, a été arrêté en Afghanistan en 2002. Soupçonné d'avoir lancé une grenade ayant tué un médecin américain, il est détenu dans un camp pour présumés terroristes à Guantanamo Bay, à Cuba.

Son frère, Abdurahman Khadr, 20 ans, a également été détenu pendant près d'un an à Cuba à titre de combattant ennemi. Relâché, il vit aujourd'hui à Toronto. Il ne fait face à aucune accusation.

Le solde des

# prix givrés de janvier

## est de retour chez Patrimoine



Profitez de réductions allant jusqu'à 40% sur nos mobiliers-démonstrateurs sélectionnés.

# Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle)  
Laval (Qc) H7T 2P7

450.687.6867

3913 BLEU NUIT

# SOLDE

DU 8 AU 28 JANVIER INCLUSIVEMENT

## 20 jours à 20%

sur tous les produits que vous aimez...  
et des fins de séries à 30% et à 50%

Arthur Quentin

ARTHUR QUENTIN 3960 RUE ST-DENIS MONTRÉAL TÉL 843.7513  
BLEU NUIT 3913 RUE ST-DENIS MONTRÉAL TÉL 843.5702

Soldes:  
60%  
50%  
40%

Sur toute la marchandise

dolce & gabbana  
**UOMO**

Pour Elle  
277, av. Laurier O. 270-6154  
Centre de Commerce Mondial 844-9125

Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc 277-7558

LE DEVOIR

## LE MONDE

EN BREF

## Remaniement ministériel au Brésil

Brasilia (AFP) — Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a procédé hier au premier remaniement de son gouvernement en ouvrant au Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) de centre-droite, ce qui lui assure dorénavant une majorité stable au Parlement. Le PMDB, deuxième parti à la Chambre des députés avec 78 élus et premier parti au Sénat avec 22 représentants, s'est vu attribuer les ministères de la Prévoyance sociale, avec le sénateur Amir Lando, et de la Communication, avec le député Eunício Oliveira. Le parti de José Sarney, président du Sénat et ancien président de la République (1985-89), est ainsi récompensé pour l'aide apportée au gouvernement l'an passé lors du vote de deux grandes réformes, celle de la retraite et celle de la fiscalité. En présentant les nouveaux ministres, Lula a souligné que son Parti des travailleurs (PT, gauche) «avait compris la nécessité d'avoir le PMDB comme base de soutien et le PMDB, qu'il ne pouvait refuser un soutien nécessaire pour assurer une gouvernabilité tranquille du pays».

## Un Sénat plus strict que la FCC américaine

Washington (AFP) — Le Sénat américain, à majorité républicaine, a adopté des limites plus strictes à la concentration des médias télévisés que celles décidées en juin dernier par la Commission fédérale des communications (FCC). Par 65 votes contre 28, la Chambre haute s'est prononcée dans la nuit de jeudi à hier pour plafonner à 39 % le contrôle de l'audience nationale par l'un des quatre grands réseaux télévisés. La réforme adoptée le 2 juin dernier par trois des cinq administrateurs de la FCC donnait la possibilité à une société de contrôler jusqu'à 45 % de l'audience télévisée nationale contre 35 % jusqu'alors et permettait également à un groupe de posséder des chaînes de télévision et des journaux couvrant les mêmes marchés. En septembre, malgré la menace de veto de la Maison-Blanche, le Sénat avait rejeté ces règles édictées par la FCC. La Chambre des représentants avait également rejeté ces propositions.

## Plans d'armes libyens

Vienne (AP) — La Libye a remis des plans d'armes nucléaires aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a annoncé hier l'agence des Nations unies basée à Vienne. «On nous a montré des dessins d'armes nucléaires que les Libyens avaient en leur possession, a déclaré Mark Gwozdecky, porte-parole de l'AIEA. Nous avons placé ces plans sous scellés et ils sont en lieu sûr.» Selon un diplomate s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, c'est la première fois que quelqu'un reconnaît que la Libye avait l'intention de construire une arme nucléaire. Il a précisé que les plans ne montrent pas un système complet comme un missile mais plutôt une partie, comme une ogive.

Armes de destruction massive en Irak

## «Je ne pense pas qu'elles existaient», déclare l'inspecteur démissionnaire Kay

TABASSUM ZAKARIA  
JEREMY LOVELL  
REUTERS

Washington et Londres — Le responsable de la mission américaine chargée de découvrir un éventuel arsenal d'armes de destruction massive (ADM) en Irak a démissionné hier en affirmant qu'il ne pensait pas que le régime de Bagdad détenait des stocks d'armes interdites.

«Je ne pense pas qu'elles existaient», a déclaré David Kay, dont les propos sonnent comme un défi lancé à l'administration Bush.

La présence présumée d'ADM en Irak avait été présentée en effet par Washington et Londres comme la principale raison de la guerre contre le régime de Saddam Hussein au printemps 2003. Jusqu'ici, aucune preuve de l'existence d'un tel arsenal n'a été découverte sur le terrain par les équipes du Groupe de surveillance de l'Irak (IGS) que David Kay dirigeait jusqu'à hier.

«Ce dont tout le monde parlait, c'est des stocks produits après la fin de la guerre du Golfe [en 1991] et je ne pense pas qu'il y ait eu un programme de production de grande ampleur dans les années 1990», a ajouté David Kay lors d'un entretien téléphonique accordé à Reuters.

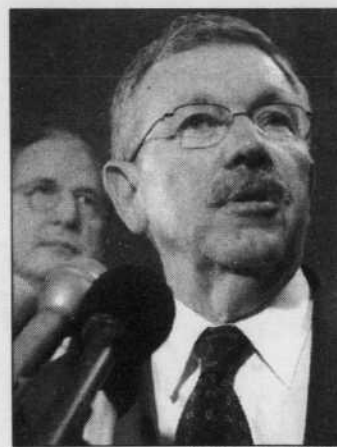
«Je pense que nous avons probablement découvert 85 % de ce que nous recherchons et je pense que nous avons la preuve manifeste que [les Irakiens] n'ont pas relancé de production de grande ampleur, et c'est ce dont nous parlons vraiment», a-t-il poursuivi.

La Maison-Blanche n'a pas réagi immédiatement aux déclarations de David Kay. Mais à Londres, les services

de Tony Blair ont aussitôt diffusé un communiqué balayant les propos de l'inspecteur démissionnaire. «Il est important que nous soyons patients et que nous laissions le Groupe de surveillance de l'Irak [ISG] faire son travail. Il reste du travail à accomplir et nous en attendons les conclusions. Mais notre position est inchangée», a déclaré un porte-parole de Tony Blair.

Deux rendez-vous cruciaux attendent dans les prochains jours le chef du gouvernement britannique, dont l'engagement dans la guerre contre l'Irak a été sérieusement contesté par son opinion publique. Mardi, il lui faudra affronter une possible mutinerie d'élus travaillistes aux Communes contre son projet d'augmentation des droits d'inscription à l'université. Le lendemain sera rendu public le rapport d'enquête du juge lord Hutton sur les circonstances du suicide du scientifique britannique David Kelly, une affaire directement liée celle-là au dossier irakien.

Pour l'administration Bush, la sortie de David Kay constitue aussi un revers, puisque dans son récent discours sur l'état de l'Union, le président des États-Unis s'est appuyé sur un rapport du chef démissionnaire de l'ISG pour tenter de justifier de nouveau les opérations militaires en Irak. La CIA avait annoncé un peu plus tôt dans la journée la démission de David Kay et son rem-



David Kay.

ARCHIVES REUTERS

placement à la tête de l'ISG par Charles Duelfer, un ancien inspecteur en armement des Nations unies.

Interrogé sur les raisons de son départ, David Kay a avancé un «ensemble complexe d'éléments». Mais, a-t-il précisé, sa démission est «en partie liée à une réduction des ressources [de l'ISG] et à un changement des priorités». «Lorsque j'ai commencé [cette mission], j'avais posé comme condition que l'ISG se concentre exclusivement sur les armes de destruction massive. Ce n'est plus le cas», a-t-il dit, ajoutant que ses équipes d'analystes étaient de plus en plus mises à contribution dans la lutte contre la guérilla irakienne.

Dans le communiqué annonçant le départ de David Kay, le directeur de la CIA, George Tenet, rend hommage au «rôle extraordinaire» rempli par l'ex-chef inspecteur «dans des circonstances dangereuses et difficiles».

Son successeur, Charles Duelfer, est un ancien vice-président de la Commission spéciale des Nations unies qui était chargée du démantèlement des armes de destruction massive en Irak. «M. Kay et son équipe ont cherché très attentivement. Je pense que s'ils n'ont pas trouvé [ces armes], c'est qu'elles n'y sont probablement pas», indiquait-il récemment sur NBC.

Dans une déclaration diffusée en même temps que le communiqué de la CIA, il se dit toutefois «absolument engagé à rechercher ces preuves où qu'elles soient».

## Les chiites acceptent de patienter en attendant l'ONU

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Kerbala — Un représentant du dirigeant de la communauté chiite d'Irak a appelé hier à la suspension des manifestations hostiles aux projets américains de transfert du pouvoir, affirmant vouloir attendre l'avis de l'ONU sur la possibilité de tenir des élections générales. Mais dans un geste qui pourrait nuire à l'apparent assouplissement de la position du grand ayatollah Ali Sistani, le jeune chef radical chiite Moqtada Sadr s'est dit opposé à une participation de l'ONU au processus électoral.

Des dizaines de milliers de chiites, qui forment 60 % de la population, ont manifesté ces derniers jours notamment à Bagdad, Najaf, Kerbala et Bassorah pour exiger l'élection des membres de la prochaine assemblée nationale transitoire qui choisiront le gouvernement intérimaire en juin. «La Marjaia [plus haute autorité religieuse chiite] estime nécessaire au-

jourd'hui d'attendre que les États-Unis et l'ONU clarifient leurs positions sur la procédure des élections pour choisir le prochain gouvernement, et sur la loi fondamentale provisoire», a affirmé le représentant à Kerbala du grand ayatollah Sistani, cheikh Abdel Mahdi al-Karbalai. Ce cheikh, qui s'exprimait lors d'un prêche à la prière hebdomadaire, avait menacé d'organiser des «grèves et des manifestations» si la coalition dirigée par les Américains maintenait sa position sur le processus de désignation de l'assemblée transitoire.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a indiqué hier qu'il ferait une déclaration «bientôt» sur l'envoi d'une mission d'évaluation de l'ONU en Irak. Lundi, après une réunion avec des responsables américains et irakiens au siège de l'ONU à New York, M. Annan avait indiqué qu'il étudiait «la possibilité d'envoyer une mission en Irak pour offrir ses conseils», en particulier sur l'organisation d'élections et le transfert de souveraineté.

Mais lors de son prêche hebdomadaire à Koufa, près de Najaf, Moqtada Sadr s'est déclaré opposé à une implication de l'ONU. «Je refuse que l'ONU participe ou supervise des élections car elle n'est pas honnête, suit les États-Unis et a donné une légitimité à l'occupation» de l'Irak par la coalition, a-t-il dit, soulignant que la Marjaia pouvait «superviser le scrutin». Il a aussi appelé «tous les partis islamiques» à rédiger «une Constitution islamique pour permettre aux Irakiens de préserver leur droit». Le bureau du grand ayatollah

Sistani s'est déjà déclaré mercredi «très satisfait» de l'intention de l'Onu de dépêcher une mission technique en Irak. Le grand ayatollah insiste sur la tenue d'élections générales afin de désigner les membres de l'assemblée transitoire qui choisiront le gouvernement intérimaire en juin. Mais l'accord du 15 novembre 2003 conclu entre la coalition et le Conseil de gouvernement transitoire irakien prévoit que cette assemblée sera issue d'une désignation indirecte.

Par ailleurs, deux soldats américains ont été tués lorsque l'hélicoptère militaire qui les transportait s'est écrasé au sol hier soir au nord-ouest de la ville de Qayyara dans le nord de l'Irak, a indiqué un porte-parole militaire américain. La cause du crash restait inconnue, mais l'équipage d'un autre hélicoptère qui volait à ses côtés n'a pas fait état d'«actions hostiles», a-t-il dit. Il s'agit du quatrième hélicoptère qui s'écrase depuis le début du mois de janvier.

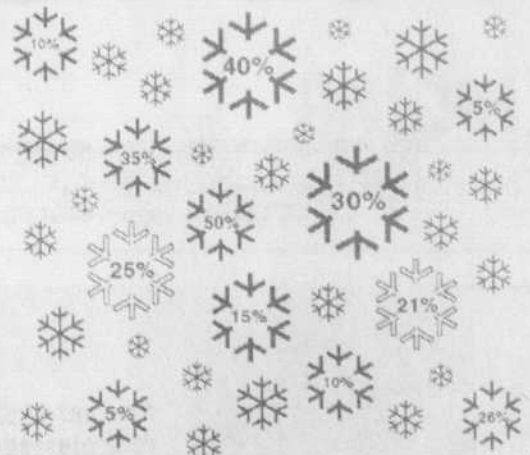
## La cache de Saddam Hussein

La quatrième division d'infanterie de l'armée américaine, qui a procédé le 13 décembre à la capture de Saddam Hussein, a demandé l'autorisation de combler le trou dans lequel le président irakien déchu a été découvert. «Afin d'éviter qu'il ne se transforme en attraction touristique ou en lieu de pèlerinage, nous pensons que la meilleure chose à faire est de le détruire», a expliqué Robert Carnegie, porte-parole de l'unité.

La galerie ART SÉLECT  
Importateur de meubles exclusifs de France

La tradition adaptée à notre vie moderne.

SOLDE



D'HIVER

Du 17 au 31 janvier

100, avenue Laurier Ouest, Montréal (Québec) H2T 2N7  
(514) 273-7088 • www.artselect.ca

## SOLDE ANNUEL

JUSQU'À 40% DE RABAIS  
SUR LES MODÈLES DE PLANCHER

avantscène

B&B  
ITALIA  
MAXALTOwww.bebitalia.it  
www.maxalto.itMobilier Avant Scène - Place de la Cathédrale  
600, Boul. de Maisonneuve O. Suite 106 (Angle Rue Union)  
T. (514) 281-6782 F. (514) 281-5605  
www.avant-scene.com Ouvert le dimanche

À la une de Québec Science ce mois-ci

LES 10  
DÉCOUVERTES  
DE L'ANNÉE

- Un requin de 400 millions d'années
- Du sang que l'on peut fabriquer
- L'évolution en direct • Les racines de la douleur • Le prion, un neuroprotecteur...

## AUSSI

➤ Redonnez-moi mes trésors! Plusieurs pays revendiquent la restitution de leur patrimoine éparpillé dans le monde.

➤ Hubert Reeves appelle la Terre.

## EN PLUS

➤ Travail de nuit: les vrais dangers.

En kiosque  
jusqu'au  
19 février 2004Également disponible au service  
des abonnements au (514) 875-4444 ou  
à [www.cybersciences.com/abonnement](http://www.cybersciences.com/abonnement)Québec  
**Science**  
[www.cybersciences.com](http://www.cybersciences.com)

## LE MONDE

Election primaire dans le New Hampshire

## Les candidats démocrates ciblent Bush

John Kerry maintient son avance sur Howard Dean

PATRICK ANIDJAR  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Manchester — Les candidats démocrates à la Maison-Blanche ciblent leurs critiques sur George W. Bush, le sénateur John Kerry essayant de maintenir son échappée du peloton à quatre jours de la primaire dans le New Hampshire.

Un débat particulièrement courtis, qui a réuni jeudi soir à Manchester les sept prétendants à la présidence, a été l'occasion de ce changement dans le ton d'une campagne focalisée désormais sur les programmes politiques des uns et des autres.

«Je suis impatient d'affronter» le président Bush, a affirmé le très présidentiel Kerry, 60 ans, sénateur du Massachusetts et héros de la guerre du Vietnam dont l'avance sur ses rivaux, nette depuis jeudi, s'est confirmée après le débat.

Un sondage de l'université du New Hampshire publié hier donne Kerry en tête avec 30 % des inten-

tions de vote pour la primaire, contre 25 % pour Howard Dean, l'ancien sénateur du Vermont, qui ne se remet pas de son revers dans l'Iowa et d'une crédibilité contestée.

«Le président Bush est en train d'altérer les fondations de notre démocratie», a affirmé hier matin M. Dean, 55 ans, lors d'une réunion publique à Londonderry, dans le New Hampshire.

Des commentateurs politiques dans le New Hampshire estiment cependant que le général à la retraite Wesley Clark, 59 ans, en troisième position avec 19 % des voix, pourrait supplanter Dean d'ici mardi. Selon le directeur de l'institut de sondage de l'université du New Hampshire, Andrew Smith, cité par le quotidien local *The Telegraph*, Kerry table sur son expérience politique, tandis que Clark mise sur son charisme et sa crédibilité en matière de sécurité.

John Edwards, 50 ans, le sénateur de Caroline du Nord propulsé à la seconde place dans l'Iowa, est pour sa part crédité de 8 % des

votes, tandis que l'ancien candidat à la vice-présidence en 2000, Joe Lieberman, 61 ans, en récolterait 7 %.

De plus en plus virulent à l'encontre de M. Bush, John Kerry l'a accusé durant le débat d'avoir «échoué au test de commandant en chef en Irak».

«J'en fais le serment devant le peuple américain: je ne mènerai ni ne déclencherai une guerre uniquement parce que je le veux. Les États-Unis n'iront en guerre que si cela est indispensable», a-t-il promis.

Une opinion qui est largement partagée par les autres candidats, y compris ceux ayant ouvertement soutenu l'intervention américaine en Irak et les 87 milliards de dollars débouqués par le Congrès pour la reconstruction de ce pays.

«Je n'ai pas attendu M. Bush pour savoir que Saddam Hussein représentait un danger», a souligné Joe Lieberman.

Dean a pour sa part rappelé qu'il était «contre la guerre en Irak lorsque tout le monde la soutenait».

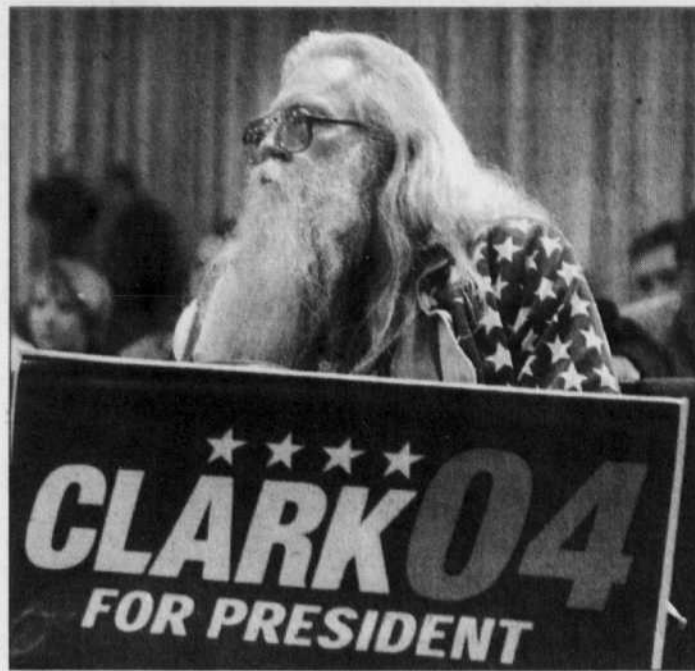
Clark, ancien commandant su-

prême des forces alliées en Europe et vainqueur des Serbes au Kosovo en 1999, a de son côté promis de «faire tout ce qu'il faut pour éradiquer la menace terroriste» contre les États-Unis, y compris «l'utilisation d'une force armée».

Le général, qui n'a intégré les rangs du parti démocrate que l'an dernier, a déployé plus d'efforts que les autres dans l'expression de ses convictions libérales, se disant «pro-avortement, pro-environnement et pro-travailleurs», de même que favorable à l'intégration des minorités dans les universités et le service public.

Dean, quant à lui, continue de lutter contre sa propre image, les chaînes de télévision américaines ne cessant de passer une scène où on le voit hurler et agiter les bras, suscitant les moqueries de nombreux commentateurs.

Il est apparu jeudi soir sur la chaîne de télévision ABC avec sa femme, Judy Steinberg-Dean, médecin, jusque-là très réticente à l'idée de s'exposer.



Karl Tiedeman, un vétéran de l'armée de l'air, a fait son choix.

## Anciens colonisateurs, les Britanniques sont plutôt bien acceptés à Bassora

MICHEL  
BÔLE-RICHARD  
LE MONDE

Bassora — Cinq soldats britanniques déambulent dans les rues boueuses de Bassora. Bêret noir sur la tête, casque à la ceinture, débouaies, ils serrent les mains des enfants, saluent les habitants. Une telle scène est impensable à Bagdad, ville bunkerisée, où les patrouilles américaines se font en véhicules blindés, les M-16 prêts à tirer et les mitrailleuses armées.

Ici, pas de forteresses construites autour des hôtels, des bâtiments publics, des immeubles occupés par les étrangers. Seules les forces de la coalition et les bases militaires sont protégées par des blocs de béton, comme le siège de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA). Bassora n'est pas en état de siège. La capitale du sud respire une certaine sérénité et tolère la présence des troupes britanniques.

«Ce sont nos sauveurs. Ils nous ont débarrassés de Saddam», approuve Razak. La cohabitation n'est pas parfaite, mais les quelque 3000 soldats britanniques, sur les 8215 déployés dans le sud-est du pays, ont appris à vivre côte à côte avec les habitants. Depuis le 1<sup>er</sup> mai, date de la fin officielle des combats, l'armée de Sa Majesté n'a déploré que 23 morts, dont 12 victimes de tirs, les autres ayant succombé à la suite d'accidents ou de maladies. Un chiffre sans comparaison avec les 231 GI's tués.

Certes, le déploiement n'est pas le même et la situation dans le sud

chiite n'est pas comparable à la résistance sunnite au centre de l'Irak. Pour les chiïtes, les Britanniques sont des libérateurs. Il n'y a donc pas d'attentats suicide, peu d'attaques, seulement quelques bouffées de révolte, comme au mois d'août, en raison des difficultés de la vie quotidienne, qui tarde à se normaliser.

Et puis, comme le constate Tim Smith, porte-parole de l'armée: «Nous les connaissons bien en tant qu'anciens colonisateurs, ce qui facilite les choses, car nous savons comment procéder. Mon grand-père était déjà ici il y a 60 ans.» Plus de souplesse, moins d'arrogance, la gâchette moins facile: telles sont les recettes pour une occupation jusqu'à présent tolérée.

Et pourtant, les difficultés ne manquent pas et les critiques sont légion. La situation de la ville s'est améliorée en neuf mois. Mais il y a encore des coupures d'électricité, l'eau n'a été rétablie qu'à 80 % et il y a toujours des queues aux pompes à essence alors que la production pétrolière ne cesse d'augmenter et va prochainement franchir la barre des deux millions de barils par jour. Pour les habitants de Bassora, les choses ne vont pas assez vite et la reconstruction patine.

«Où en sont tous les projets annoncés? On ne voit rien venir. Les changements sont cosmétiques. On a donné quelques coups de peinture, rafistolé les écoles et certains bâtiments avec des matériaux de

basse qualité. On peut acheter des voitures, mais nous n'avons pas d'argent ni d'essence. Les seules choses positives sont l'extension du réseau koweïtien de téléphone mobile et la connexion aux chaînes par le satellite», déplore Kamil Jodah, un ingénieur.

Dominic d'Angelo, directeur de la communication et des affaires publiques au CPA, reconnaît que la situation est loin d'être satisfaisante. Il fait remarquer que le sud déshérité et opprimé par l'ancien régime a un retard énorme à combler et qu'il faut aussi apprendre à la population à se prendre en main et à ne pas se reposer sur la coalition. «Les premiers six mois, on a réparé les dégâts; à l'heure actuelle, on tente de remettre en route l'économie, en espérant que la courbe va commencer à s'infléchir. La tâche est immense et il

faudra des années pour obtenir des résultats, dit-il. Par où commencer lorsque seulement 20 à 30 % de la population a accès à l'eau courante, que 92 % de celle-ci se perd dans les canalisations éventrées, que le ciment manque et que toute l'infrastructure était déjà au bord de la rupture?»

Il comprend «les frustrations» provoquées par un chômage démesuré. C'est la cause essentielle du mécontentement — avec le problème de la sécurité. La nuit tombée, les rues se vident et les coups de feu résonnent. Le pillage s'est organisé. Meurtres, enlèvements, vols sont devenus routiniers. La

morgue et la prison débordent. La police, en cours de reconstitution, est impuissante car insuffisante, mal équipée, mal payée et peu formée. Les nouvelles recrues doivent souvent acheter leurs armes et leurs munitions.

## «Pas d'argent»

«Que voulez-vous que je fasse? Nous n'avons pas d'argent. Donnez-moi de l'argent et ça marchera, j'en prends la responsabilité car les plans existent», déplore Ali Shani, vice-gouverneur chargé de la sécurité. Cet ancien militaire n'en estime pas moins que «le baromètre de la sécurité s'améliore» et que la différence est notable depuis six mois. Il en veut pour preuve qu'un match de football a été disputé avec 10 000 spectateurs sans aucun incident et que des agents règlent la circulation. La nouvelle armée, en voie de reconstitution, prête main-forte, ainsi que les supplétifs de la police.

L'impatience grandit et la population se demande où va l'argent du pétrole, qui pourrait être utilisé pour reconstituer les forces de l'ordre. Nombreux sont ceux qui rappellent qu'après la guerre de libération du Koweït, en 1991, il avait suffi de quelques mois pour rétablir les services publics.

Les troupes britanniques pallient certains manquements mais, comme le dit Tim Smith, «on ne veut pas créer une situation de dépendance. On veut les aider à se prendre en charge en assurant notamment une formation et une assistance». Pour lui, le rôle des soldats n'est pas de courir après les voleurs. Une attitude que la population a du mal à comprendre.

## Le dictateur turkmène pourrait devenir «prophète»

Achkabad (AFP) — Le président turkmène Saparmourat Niazov pourrait se faire ériger en «prophète national» sur proposition du principal mouvement de jeunesse du pays, soutenu par le pouvoir, rapportait la presse locale hier.

Le conseil de l'Organisation de jeunesse a décidé que M. Niazov devrait être déclaré «prophète» en signe de respect pour ses «grands services» ainsi que pour sa «politique avisée et son rôle inestimable dans la formation de la jeune génération», a déclaré la vice-présidente du conseil, Djennetgoul Pirmammedova, citée par le journal *Neitralny Turkmenistan*. Depuis son accession au pouvoir, en 1991, le président Niazov a développé un culte autour de sa personnalité et des membres de sa famille dans

cette ex-république soviétique d'Asie centrale où se sont multipliés les portraits et statues de M. Niazov tandis que l'opposition était écrasée. Saparmourat Niazov, qui aime à se faire appeler «Turkmenbachi», le «père de tous les Turkmènes», avait été déclaré «président à vie» en 1999.

L'Organisation de jeunesse turkmène, construite sur les ruines de l'ancien Komsomol, l'organisation de jeunesse soviétique, qui recrute jusqu'à l'âge de 37 ans, avance quelque 700 000 membres dans ce pays de cinq millions d'habitants. L'organisation prendra la décision de donner le statut de prophète à Niazov lors de son congrès, le 19 février, a précisé Mme Pirmammedova. Niazov est également auteur de livres «spirituels» et de poésie.

## Félicitations



à notre collègue  
Richard Cloutier,  
désigné scientifique  
de l'année 2003  
par Radio-Canada.

## SPPUQAR

Syndicat des professeurs  
et des professeurs  
de l'Université du Québec à Rimouski

## Fontaine



c'est tellement différent !

**SOLDES**  
DE JANVIER

Économisez de  
10% à 50% sur 100%  
de la marchandise exposée  
pendant tout le mois de janvier

9780 EST, RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL, (514) 352-3913

Perfectionnez votre anglais au Canada!

VOUS AVEZ LE  
GOÛT DE VOYAGER ?

Faites connaître votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment?

En vous inscrivant au Programme de moniteurs de langues officielles (PMLO) pour devenir assistant de langue.

Le travail d'assistant de langue consiste à soutenir un professeur de français en organisant des activités qui favorisent la compréhension et l'expression orales auprès de jeunes du primaire et du secondaire dont la langue maternelle n'est pas le français. Pour être admissible, vous devez avoir obtenu un diplôme d'études collégiales (DEC) à la fin de la présente année scolaire et avoir terminé au moins une session dans une université reconnue.

Date limite d'inscription  
13 février 2004

Pour en savoir davantage sur le Programme, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation à l'adresse :  
[www.cmeq.ca/olp/](http://www.cmeq.ca/olp/)

## RÉMUNÉRATION

Pour les assistants de langue à temps plein :  
environ 14 \$ l'heure pour un total de 13 500 \$ pour  
9 mois de travail, à raison de 25 heures par semaine

Pour les assistants de langue à temps partiel :  
environ 14 \$ l'heure, pour un total de 4 000 \$ pour  
8 mois de travail, à raison de 8 heures par semaine



Patrimoine  
canadien

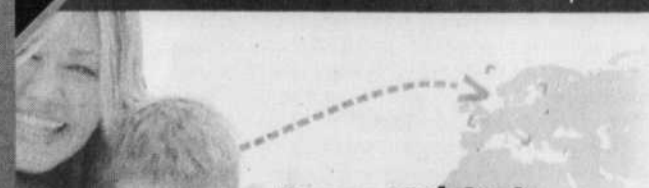


Conseil des ministres  
de l'Éducation (Canada)

Décroche  
les rêves

Éducation  
Québec

Perfectionnez votre anglais ou votre allemand en Europe!



Devenez assistants  
de professeurs de  
français au  
Royaume-Uni, en  
Irlande et en  
Allemagne

## Fonction

Soutenir un professeur de français pendant 12 heures par semaine en organisant des activités qui favorisent la compréhension et l'expression orales, en animant des groupes d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français

Durée du séjour  
De 8 à 9 mois, selon le pays d'affectation

## Allocation

Environ 12 500 \$ pour le séjour  
(de 25 à 30 \$ l'heure)

## Principales conditions

- Étudier à temps plein dans une université québécoise
- Résider en permanence au Québec
- Être citoyen canadien

Date limite  
d'inscription

Pour le Royaume-Uni  
et l'Irlande :  
le vendredi  
30 janvier 2004

Pour l'Allemagne :  
le vendredi  
13 février 2004

Consultez le site Internet  
du ministère de l'Éducation  
[www.meq.gouv.qc.ca/dalc](http://www.meq.gouv.qc.ca/dalc)  
pour obtenir plus de  
renseignements

Décroche  
les rêves

Éducation  
Québec

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## HUISSIERS

SUITE DE LA PAGE 1

de DVD acheté à Noël, comme une affiche colorée le proposait hier dans un centre commercial de Montréal. Et au cours des derniers mois, la performance collective de ces dépensiers aigus ou chroniques a eu de quoi les faire trépanner de joie. « À moitié toutefois », ajoute M. Lortie en grimaçant, car les huissiers contractent des dettes eux aussi!

N'empêche: aujourd'hui, le niveau d'endettement des ménages au pays, poussé par les taux d'intérêt les plus bas depuis 40 ans, se porte assez bien merci. Entre 1999 et 2003, il a même grimpé de 18 %, passant de 56 700 \$ à 66 900 \$, selon une récente étude de la Banque Scotia. Un résultat historique et appréciable qui, au rythme des hypothèques, des prêts automobiles, des marges de crédit et des « achetez maintenant, payez plus tard », représente désormais pas moins de... 115 % du revenu annuel disponible de ces mêmes ménages, estime la Banque du Canada. Après impôts.

Et la cuvée 2003 du temps des Fêtes n'a même pas incité les cigales à se transformer en fourmis: 2,19 milliards de dollars de plus ont été dépensés par rapport à 2002 pour les jouets des enfants, l'ordinateur de l'ado, le cinéma maison de monsieur (acheté à 19,99 \$ par mois pendant 36 mois) et le plat de service en forme de cochon pour matante Adèle. Des dépenses surtout faites par carte de crédit, dont le *tchik-a-tchik* a résonné crescendo dans les centres commerciaux du Canada pour faire connaître à ce mode de paiement un joli bond de 8,9 % par rapport à décembre de l'année précédente.

« C'est le prix à payer quand on vit dans une société comme la nôtre, qui encourage la consommation aveugle, les mouvements de mode et le "maintenant, tout de suite", commente Caroline Arel, conseillère en budget chez Option Consommateurs. « Mais c'est aussi déprimant. Beaucoup de ménages, par manque de planification, se mettent dans des situations délicates. Et la facilité avec laquelle ils ont accès au crédit n'est pas pour les aider. »

À l'écoute du bruit que font les intérêts qui accompagnent ces dettes généreuses, les institutions financières sautillent. Et les huissiers attendent. « En ce moment, plusieurs ménages sont sur la ligne », dit M. Saulnier. Un seul point d'augmentation des taux d'intérêt peut les faire passer de l'autre côté de la ligne... » Un côté obscur où, après avoir encaissé l'augmentation des frais à la garderie, la hausse du coût de l'assurance-médicaments, des cigarettes, de l'électricité, des taxes municipales, des taxes scolaires, des transports en commun, du loyer, du câble et d'Internet, les échéances de la voiture flambant neuve et le paiement de l'hypothèque du cottage avec vue sur le Plateau deviennent soudainement douloureux. Voire impossibles.

« 1 % d'augmentation, nous allons le ressentir sur notre pratique, c'est sûr », dit Carl Lortie. 2 %, ça va être deux fois mieux, et avec 3 %, on achète l'immeuble et on aménage un autre étage! », lance-t-il, un sourire badin sur le visage.

Pas question toutefois pour lui, si ce scénario — catastrophique pour les uns mais formidable pour les 400 huissiers de la province — devait se réaliser, de multiplier alors les voyages en camion pour saisir l'ensemble des biens d'une des nombreuses victimes à venir de la surconsommation. En laissant au passage une femme en haillons et un enfant pleurant, la morve au nez, sur le pas de la porte.

« Cette caricature n'existe plus depuis les années 70 au Québec », poursuit M. Lortie. Aujourd'hui, nous ne saisissons plus les meubles pour défaut de paiement. D'ailleurs, aucune compagnie ne lance de procédures judiciaires pour mettre la main sur un cinéma maison ou un ensemble de salon impayés, parce que ce sont des biens peu durables. Quand une télé sort d'un magasin, elle a déjà perdu 75 % de sa valeur. Ça ne vaut donc pas la peine d'intenter des poursuites... » Et c'est très bien comme ça pour les huissiers, qui peuvent ainsi se concentrer sur la saisie d'immeubles ou de voitures, dont la valeur de revente justifie davantage les coûts de leurs déplacements.

Et il y a tout le reste. En effet, qui dit surendettement dit aussi stress, fragilité, irritabilité et... divorce. Avec, à la clef, des visites incessantes au palais de justice, auxquelles les spécialistes en signification et en exécution prennent immanquablement part. « Ça fait plus de papier, c'est sûr! », dit Carl Lortie, donnant ainsi tout son sens à la formule hautement éculée: le malheur des uns...

## Précision

À la suite d'un article publié dans *Le Devoir* mercredi, le bureau de la ministre Liza Frulla tient à préciser que cette dernière juge que les congés parentaux et les congés de compassion, dont il était question dans l'article, sont des interventions légitimes du gouvernement fédéral en vertu de son programme d'assurance-emploi et que, à ce titre, on ne peut parler d'intrusion dans les champs de compétence provinciaux.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## ÊTES-VOUS D'AVIS QUE LE BLOC QUÉBÉCOIS A TOUJOURS SA RAISON D'ÊTRE SUR LA SCÈNE POLITIQUE FÉDÉRALE?

	Total	Francophones	Non-francophones
Oui	60 %	62 %	53 %
Non	37 %	35 %	45 %
NSP - refus	3 %	3 %	2 %

## BLOC

*« En juin, les Québécois avaient un préjugé favorable à l'égard de Paul Martin, mais ce n'était pas des intentions de vote. On était content que Jean Chrétien s'en aille, on était content que Paul Martin soit là. »*

SUITE DE LA PAGE 1

récolterait ainsi 47 % des intentions de vote des Québécois, contre 36 % pour le Bloc québécois de Gilles Duceppe, après répartition des indécis. Chez les francophones, les deux partis sont coude à coude avec 42 % des intentions de vote pour le Bloc et 40 % pour les libéraux, ce qui signifie que des batailles serrées auront lieu dans les trois quarts des 75 circonscriptions.

Les libéraux détiennent actuellement 37 sièges au Québec, contre 33 pour les bloquistes. « S'il y avait des résultats comme ça aux élections, ce serait légèrement plus favorable aux libéraux. On pourrait s'attendre à ce que les libéraux gagnent quelques sièges supplémentaires au Québec », explique le sondeur Jean-Marc Léger. Mais rien n'est gagné d'avance car tout dépendra, selon M. Léger, du parti qui obtiendra la troisième place lors du scrutin, et avec quel appui.

« Pour moi, les élections se joueront sur le troisième parti. Si c'est une lutte frontale entre le Parti libéral et le Bloc québécois, ce ne sera pas facile pour le Bloc. Mais plus les tiers partis iront chercher d'appuis, plus ça favorisera le Bloc. »

Le sondeur ne s'attend pas à ce que le Parti conservateur ou le Nouveau Parti démocratique remportent des circonscriptions, mais advenant une performance de l'ordre de 15 % ou plus pour le Parti conservateur, le Parti libéral perdrait des plumes, les votants conservateurs étant avant tout fédéralistes. « À partir de 15 %, le Parti conservateur va faire être beaucoup de députés bloquistes. » Par contre, une bonne performance du NPD de Jack Layton aurait un effet neutre puisque son bassin de sympathisants est à mi-souverainiste, mi-fédéraliste.

Le Parti conservateur du Canada, actuellement à la recherche d'un chef, n'obtient que 6 % des voix, ce qui est quand même le double de l'appui combiné que recevaient dans le dernier sondage Léger Marketing, en décembre, le Parti progressiste-conservateur et l'Alliance canadienne. M. Léger évalue le potentiel du PC au Québec à 17 %. Fait intéressant à noter, les francophones sont beaucoup plus susceptibles de s'intéresser à un nouveau parti de droite (7 %) que les autres Québécois (3 %).

## CHIRURGIENNE

*Même ses plus proches collaborateurs, notamment sa secrétaire et ses assistantes en salle d'opération, ignoraient tout de son état de santé*

SUITE DE LA PAGE 1

comme une femme extrêmement discrète, voire solitaire par moments. Plusieurs de ses amis et collègues qui la côtoyaient presque quotidiennement n'ont appris que jeudi ce volet caché de sa vie, qu'elle tenait à taire à tout prix.

Selon nos informations, même ses plus proches collaborateurs, notamment sa secrétaire et ses assistantes en salle d'opération, ignoraient tout de son état de santé. Hormis son supérieur immédiat, le chef du département de chirurgie, et quelques chirurgiens, personne, jusqu'à tout récemment, ne connaissait le drame humain et professionnel qu'elle vivait en secret depuis 13 ans.

Encore en juin dernier, lorsque, amaigrie et malade, elle avait discrètement annoncé à ses supérieurs qu'elle quittait son travail pour des raisons de santé, elle aurait alors invoqué un grave problème du système immunitaire. Depuis janvier 2003, elle s'était plainte de nombreux problèmes de santé et d'une grande fatigue.

Tous la trouvaient extrêmement compétente mais parfois capable d'un zèle un brin impetueux. Un médecin de Sainte-Justine qui a requis l'anonymat affirme même que plusieurs médecins jugeaient la chirurgienne un peu trop exigeante en ce qui a trait aux conditions d'asepsie en salle d'opération. Une attitude qui rassure et qui s'explique fort bien aujourd'hui mais qui apparaissait surprenante à l'époque.

« Elle portait toujours deux paires de gants et réagissait fortement lorsque certaines procédures n'étaient pas suivies à la lettre. Son perfectionnisme dérangeait même certaines personnes. On peut la comprendre aujourd'hui », a raconté ce médecin hier.

D'autres médecins se surprenaient de voir qu'elle refusait systématiquement certaines de leurs demandes de consultation. « Elle refusait catégoriquement d'opérer des femmes enceintes, mais elle ne nous disait pas pourquoi. Parfois, cela choquait certains médecins, qui attribuaient cela à son caractère », a expliqué un spécialiste du Centre Mère-Enfant.

Cette chirurgienne refusait aussi, au grand étonnement de ses collègues qui ignoraient les mesures de précaution auxquelles elle devait se soumettre, de procéder à toute chirurgie impliquant une intervention sur des os.

De façon générale, on se souvient de Maria Di Lorenzo comme d'une professionnelle discrète et réservée, qui se mêlait peu aux activités sociales de l'hôpital, même si elle y travaillait depuis 1990. À l'Université de Montréal aussi, où elle avait récemment décroché un poste de professeur de carrière en 2002,

Quant au NPD de Jack Layton, il se positionne pour l'instant comme un joueur non négligeable avec 8 %. « Il y aura une lutte entre le NPD et le PC pour la troisième place au Québec », prédit Jean-Marc Léger. Le sondage a été mené auprès de 1000 personnes entre le 14 et le 18 janvier. La marge d'erreur est de 3,4 % 19 fois sur 20.

## L'effet Martin dégonflé?

La performance des libéraux sous le leadership de Paul Martin n'est guère meilleure qu'elle l'était sous Jean Chrétien. Pis encore, en juin dernier, alors que M. Martin était encore premier ministre en devenir, un autre sondage Léger Marketing chiffrait ses appuis au Québec à 62 % contre seulement 38 % pour le Bloc. L'effet Martin se dégonflerait-il? Pas du tout, pense le sondeur.

« En juin, les Québécois avaient un préjugé favorable à l'égard de Paul Martin, mais ce n'était pas des intentions de vote. On était content que Jean Chrétien s'en aille, on était content que Paul Martin soit là. » Il ajoute qu'à ce moment, Paul Martin était sur toutes les tribunes et monopolisait l'attention médiatique. Il était présenté comme le « sauveur », mais depuis, il y a eu ce que le sondeur appelle « le choc de la réalité ». Il n'y aurait pas eu de dégringolade constante du PLC depuis l'arrivée de M. Martin à titre de premier ministre officiel, deux semaines avant Noël. « Depuis novembre-décembre, le vote est stable pour le Parti libéral au Québec », insiste le sondeur.

Enfin, Gilles Duceppe sera content d'apprendre qu'il n'a pas à justifier la présence de son parti dans le paysage électoral fédéral: les Québécois la comprennent et l'approuvent. Ainsi, selon le sondage, 60 % croient à la raison d'être du Bloc québécois, contre 39 % qui n'y croient pas. Même chez les non-francophones, une majorité de personnes interrogées (53 %) croit à la pertinence du parti souverainiste à Ottawa. En fait, seuls les électeurs qui votent pour le Parti libéral au provincial sont susceptibles de ne pas approuver la présence du Bloc: ils la réprouvent à 58 %.

Le parti de Gilles Duceppe peut compter sur l'appui des péquistes dans une proportion de 68 %. Les adeptes de Mario Dumont sont divisés, penchant à 34 % pour le Parti libéral du Canada et à 30 % pour le Bloc québécois.

une position hautement convoitée et attribuée aux seuls professeurs s'étant distingués par leurs contributions scientifiques et professorales, on ignorait tout de son état de santé. Avant cette nomination, elle enseignait la chirurgie aux étudiants de la faculté de médecine à titre de professeur de clinique.

« Elle était très à son affaire. En 2002, nous l'avions recrutée comme professeur titulaire sur la base de son dossier, qui était excellent, tant sur le plan de la recherche que sur celui de l'enseignement », a soutenu hier un autre médecin, qui a tenu lui aussi à conserver l'anonymat.

Son départ soudain, en juin dernier, a semé la surprise parmi ses collègues. Pendant toute son agonie, le secret total a été gardé sur la cause véritable de son état de santé déclinant. En août, son décès subit, alors attribué à une leucémie foudroyante, a d'ailleurs surpris ses plus proches collègues. Issue d'une famille très catholique et sans enfant ni conjoint actuel, Maria Di Lorenzo est décédée dans l'anonymat le plus total, à l'Hôpital général juif de Montréal. Selon nos informations, seuls ses médecins traitants étaient au fait des causes véritables de sa mort.

Ce n'est qu'au moment des obsèques, en août dernier, que certains médecins de Sainte-Justine ont appris que leur collègue était en fait décédée des complications du VIH. À l'époque, il semble qu'aucune de ces personnes n'ait jugé bon d'en aviser la direction de l'hôpital.

Diplômée en médecine de l'Université de Sherbrooke, le D<sup>r</sup> Di Lorenzo a complété sa spécialité en chirurgie générale en 1995 et a parfait sa formation de chirurgienne à l'hôpital Sainte-Justine en 1988. Avant d'y établir sa pratique, elle s'est établie pendant un an aux États-Unis pour y compléter un fellowship spécialisé en chirurgie pédiatrique. Ce n'est qu'en 1991, alors qu'elle était âgée de 35 ans, que le D<sup>r</sup> Di Lorenzo a dévoilé à ses supérieurs être porteuse du VIH.

La divulgation de la séropositivité de ce médecin a d'ailleurs causé une onde de choc dans sa famille qui, selon nos informations, ignorait tout des vraies causes de son décès. En état de choc, ses parents ont d'ailleurs choisi ces derniers jours de quitter temporairement leur domicile, harassés par les appels de parents en colère qui proféraient des injures contre leur fille. Triste histoire.

Chose certaine, le D<sup>r</sup> Di Lorenzo a réussi à garder son état de santé totalement secret, tout au long de sa carrière, sans éveiller l'ombre d'un soupçon parmi ses proches. Et cela, malgré toutes les mesures de sécurité auxquelles elle s'astreignait dans sa pratique quotidienne.

## HYDRO

SUITE DE LA PAGE 1

de troquer un permis, émis dans un contexte où son statut de représentant de la collectivité a fait la différence, contre des enjeux économiques, notamment les 75 millions en pertes de production encourues à la centrale SM-3, où les problèmes des deux turbines de GE ont fait perdre à Hydro-Québec 1,2 térawatt-heure depuis un an.

La centrale SM-3 ne cesse de jouer de malchance. Ce furent d'abord des fissures dans les galeries de la centrale, qui ont requis des travaux de colmatage qui ont coûté 60 millions. Début 2003, les premiers essais de la première turbine de GE — ces deux appareils de 440 MW seront les plus puissants au Québec — ont révélé un bris à l'alternateur, attribué à un problème d'assemblage, a expliqué Christine Martin, d'Hydro-Québec. En mai 2003, d'autres tests sur la deuxième turbine GE ont permis de déceler des fissures dans la roue à eau. Une puissante résonance empêche la turbine de produire plus de 300 MW, ce qui permettra néanmoins d'écouler le surplus d'eau du réservoir, qui s'écoule en pure perte depuis 2001, date à laquelle la centrale SM-3 devait entrer en fonction. Depuis la mi-décembre, les deux turbines ronronnent à 300 MW, soit 260 MW de moins que prévu. GE a accepté de refaire les deux nouvelles roues à eau l'an prochain.

Pour l'instant, Hydro refuse d'entamer des poursuites pour la perte de production de 75 millions: « On ne poursuit pas le chirurgien pendant qu'il opère », a illustré Mme Martin.

La négociation en cours, même si elle concerne une autre division de GE, ne peut pas faire abstraction de cette dette, que la multinationale préférera inévitablement régler par un rabais de tarif sur l'électricité qu'elle pourrait produire au Suroît. Hydro-Québec, sans cet équipement polluant, pourrait faire semblant de ne vendre que de l'énergie verte en faisant oublier qu'elle a lancé et justifié ce projet, poussant comme jamais pour obtenir cette centrale sans laquelle elle ne semble pas pouvoir remplir ses grands réservoirs, désespérément vides.

Mais la cession du Suroît à la multinationale GE ne peut pas se faire sans une autorisation du ministre de l'Environnement.

On peut légitimement se demander si le public, le BAPE et le gouvernement auraient approuvé la construction d'une centrale thermique par GE en sol québécois sans que cette multinationale n'ait remporté un appel d'offres avalisé par la Régie de l'énergie aux fins de combler des besoins collectifs validés par une autorité indépendante plutôt que par le gouvernement, le véritable promoteur du Suroît puisqu'il est l'actionnaire d'Hydro et le percepteur des dividendes annuels. La réponse est à l'évidence un non catégorique. Pourquoi, dès lors, la cession (pour ne pas dire la vente en catimini du Suroît en échange de l'effacement de la dette de SM-3 et autres considérations sur la fiabilité de la turbine à gaz) serait-elle plus acceptable? Poser la question, c'est déjà donner une bonne partie de la réponse.

Le ministre Mulcair ne voulait pas de ce projet. Mais au lieu de proposer un décret de refus et de courir le risque de le voir renversé au conseil des ministres, comme c'est déjà arrivé à un autre titulaire du même poste, il a décidé de prairiner l'autorisation du Suroît. S'il lui était en effet difficile de s'opposer à un conseil des ministres qui ne sait plus où trouver de l'argent, le ministre tient personnellement la plume qui devra autoriser ou refuser le transfert qu'on pourra éventuellement lui demander. C'est là qu'on verra où vont ses convictions, d'autant plus que le besoin du Suroît vient de décroître radicalement avec la fermeture de l'usine d'Alcan à Arvida, ce qui devrait libérer, chez Hydro ou chez Alcan, autour de 500 MW. De quoi combler le trou — jamais prouvé — qui doit nous ramener à la chandelle entre 2007 et 2010.

L'analyse environnementale du projet du Suroît, qui a servi à élaborer le décret, mettait déjà en pièces la justification énergétique d'Hydro-Québec. « Différents calculs, dont ceux du BAPE, contredisent cette hypothèse », affirmait le rapport, publié par *Le Devoir*. Et, y lisait-on, Hydro-Québec peut combler ce manque passager d'électrons par des importations ponctuelles, quitte à accroître en trois ans sa capacité d'échange, plutôt que d'imposer au Québec un équipement polluant pour une génération. Le rapport finissait par affirmer que le Québec aura besoin de l'électricité puisque le ministère des Richesses naturelles (MRN) l'affirme. Or c'est le jugement du ministère de l'Environnement qui doit primer ici, en vertu de la loi, pas celui des administrés que sont Hydro et le MRN. Et les avantages du projet qu'il autorise doivent dépasser son coût environnemental, ce qui ne peut comporter un *deal* sur SM-3, au risque d'attacher jusqu'au décret car ces négociations étaient vraisemblablement en cours lorsque le conseil des ministres a autorisé le projet, ce qui ne peut pas ne pas avoir pesé dans la balance...

Le ministre de l'Environnement ferait mieux de perdre sa plume tant que la politique énergétique n'aura pas été revue à la lumière de principes environnementaux dignes d'un véritable plan vert, comme l'existence de solutions de rechange bien réelles dans le domaine de la gestion de la demande, des économies d'énergie et des productions alternatives. Et sans oublier le fait majeur et nouveau qu'est la fermeture de l'usine d'Arvida. Sans oublier le potentiel des interconnexions.

Si le MRN plaide en coulisse qu'Hydro manque d'eau et que seul un Suroît à pleine puissance pendant quatre à cinq ans peut permettre de rétablir l'ancienne marge de sécurité, qu'il force d'abord son administré à ouvrir le dossier pour que le public prenne la véritable mesure de la gestion des réserves nationales d'électricité. Ce serait l'occasion rêvée pour Jean Charest de tenir sa promesse électorale de lancer une commission d'enquête sur la politique énergétique afin de créer, de ce côté-là du moins, un véritable consensus social.

## Décès d'Helmut Newton

Los Angeles (AP) — Le célèbre photographe de mode Helmut Newton a été tué hier dans un accident de voiture à Los Angeles, à la sortie d'un hôtel au volant de sa Cadillac, a déclaré la police américaine. Il était âgé de 83 ans. Helmut Newton a perdu le contrôle de sa voiture alors qu'il quittait l'hôtel Chateau Marmont à Hollywood. Son véhicule est allé s'écraser contre un mur de l'autre côté de la rue, a précisé la porte-parole de la police, April Harding. Le photographe a été transporté au centre médical Cedars-Sinai Medical Center, où il est décédé peu de temps après. Avant de s'écraser contre le mur, la voiture de Helmut Newton a manqué de faucher un photographe de l'agence Associated Press qui arrivait à l'hôtel pour effectuer un reportage. Photographe de mode de renommée internationale, connu notamment pour ses photos de nu en noir et blanc, Helmut Newton avait collaboré avec les plus grands titres de la presse mondiale, dont les magazines *Elle*, *Vogue*, *Playboy* ou *Stern*.